

AU 1er TOUR VOTEZ BLANC OU NUL (Page 3)

**NOUVELLE
DROITE :
OFFICINE OU
S'ELABORENT
LES PROJETS
GISCARDIENS**

(PAGES 8-9-10)

M 1659 - 1246 - 5,00F

du 24 avril au 30 avril 1981

l'humanité rouge
organe
central du **PCML**

**DEPUIS LE 2 AVRIL A LYON
UNE GREVE DE LA FAIM
POUR LE DROIT
DES JEUNES IMMIGRES**



**Ils sont nés et ont grandi en France
On leur refuse le droit d'y vivre**

CORSE

LE CRIME D'AJACCIO

Quels qu'en soient les auteurs, l'attentat criminel commis le 16 avril à Ajaccio et qui a fait une victime, ne peut que susciter la condamnation la plus ferme. Ses auteurs, en agissant comme ils l'ont fait, ont délibérément couru le risque de faire des victimes dans la foule présente. Un tel acte, prenant pour cible des vies humaines est d'inspiration fasciste. Il est étranger aux attentats commis ces dernières années par des nationalistes corsés qui, quant à eux, ne s'en sont jamais pris qu'à des pierres.

Le 2 avril dernier, le FLNC avait d'ailleurs annoncé : « Pour ne pas donner d'arguments à ceux qui, sans arrêt, nous accusent de faire le jeu du pouvoir en partant du principe que la violence sert ce même pouvoir... nous avons décidé une suspension de notre activité militaire. »

Le crime d'Ajaccio dessert totalement la cause du peuple corse, ne profite qu'à ceux qui veulent pouvoir la discréditer en l'entachant de sang. Un tel acte est, directement ou indirectement, au service des ennemis du peuple corse. C'est à eux et

à eux seuls qu'il profite. L'Union du peuple corse (UPC) déclare à ce sujet : « Les circonstances du drame prouvent que ni M. Giscard d'Estaing ni les personnes de sa suite n'étaient visés : l'engin n'était pas sur le passage du cortège et sa présence a été annoncée avant l'explosion. Il ne peut s'agir que d'une action de déstabilisation et de provocation qui sert uniquement le pouvoir et le candidat Giscard d'Estaing. »

Les seuls qui, ces dernières années, ont menacé des vies humaines sont les terro-

ristes de l'officine para-policière « Francia » mise sur pied avec la bénédiction des autorités et qui, bien qu'ayant reconnu leur participation à des attentats, sont libres.

Provocation criminelle tel est bien le qualificatif qui convient pour désigner l'attentat d'Ajaccio. Comme le déclare l'UPC : « Il suffit d'écouter le pouvoir, ses complices et alliés pour savoir qui exploite l'attentat de l'aéroport d'Ajaccio à des fins électorales et à qui, finalement, il profite. »

GISCARDIEN

LES TRUANDS DU PRESIDENT

En 1974, Giscard avait recruté son service d'ordre chez les fascistes d'Ordre nouveau. Parmi ses protecteurs, certains participèrent, par la suite, à l'enlèvement du PDG Hazan avant de s'entretuer. D'autres se retrouvèrent dans les rangs néonazis. Bref, du beau monde.

Sept ans plus tard, le député UDF Hubert Bassot est toujours l'organisateur de la campagne giscardienne. Hubert Bassot, un ex-chef de l'OAS, un monsieur plein de relations... Et l'on reparle du service d'ordre giscardien.

Cette fois-ci, Hubert Bassot a fait appel aux bons services de ses amis de la « Century », une officine spécialisée. Les patrons de la maison, Glenn Souhami et Marc Delachaux, sont des messieurs très introduits. Le père du premier est directeur d'une société de publicité américaine, patron d'un groupe de presse éditant le journal belge *Le Soir*, dirigeant de l'association patronale « Entreprise et progrès ». Quant au second, son père est PDG des aciéries de Gennevilliers et administrateur de nombreuses sociétés ; il a été membre du conseil d'administration du CNPF.

La Century : ce sont ses nerfs qui sont intervenus ces dernières années contre les travailleurs des Blanchisseries de Grenelle, de l'Alstom-Saint-Ouen, de Volvo. La Century avait déjà collé les affiches de d'Ornano lors de la campagne électorale pour la mairie de Paris. Elle avait alors également recru-



A droite, le député UDF Bassot, ex-OAS, il est le recruteur des truands du président.

té des policiers de la préfecture qui se faisaient ainsi des extras. Ses bons rapports avec la police officielle sont tels que ses véhicules sont munis d'équipements radio installés dans les locaux de la préfecture de police. Elle dispose également de cartes grises semblables à celles de la police. Bref, la Century, quelque chose comme une police parallèle.

Tout récemment, il en a été question au Palais de justice. Le 24 mars dernier,

un cadre de cette officine, Jean-Guy Menard, comparait pour avoir commis un hold-up contre une bijouterie. La semaine suivante, un autre de ses collègues, Alain Leparfait, comparait pour la même affaire. « On est tous armés à la Century », déclarait-il, on protège le président ».

Et puis, on retrouve encore les truands de la Century dans une autre affaire : une tentative d'assassinat contre une personnalité

politique dont on ignore le nom. Cinq membres de la Century sont actuellement sous les verrous pour cette sombre affaire. N'oublions pas non plus trois autres membres de la Century poursuivis pour trafic de voitures avec le Moyen-Orient.

Ni cet autre honorable protecteur du président qui, revenant de mission, avait été interpellé par la douane volante. Son coffre était plein de faux billets!

Et si on regardait vers Lyon ...

Cela fait trois semaines qu'à Lyon, trois hommes font la grève de la faim. Un prêtre, un pasteur, un jeune immigré. Alors que les grands moyens d'information officiels font le silence, ces hommes ont mis leur vie dans la balance pour que cesse le scandale des expulsions de jeunes immigrés. Le pouvoir fait la sourde oreille. Pourtant, les prises de position se sont multipliées en faveur des revendications des grévistes de la faim. Il faut donc que le soutien s'étende. Nous y apportons notre pierre.

Il y a dans ce pays un million et demi de jeunes immigrés qui y sont nés ou y ont passé la majeure partie de leur enfance. Ils sont ceux que l'on appelle les immigrés de la seconde génération, nés de parents venus en France dans les années 60 et au début des années 70. Etrangers en France, victimes du racisme et des discriminations, ils sont parmi les premiers frappés par le chômage. Etrangers, ils le sont aussi dans le pays de leurs parents dont ils ignorent souvent la langue et dont les coutumes et le mode de vie ne sont pas les leurs. Ils sont ainsi écartelés entre la France et le pays de leurs parents, n'étant ni réellement de l'un ni de l'autre. Ils sont à la recherche de leur identité. Créer les conditions leur permettant de choisir librement, ultérieurement, leur avenir est l'enjeu d'une lutte qui jusqu'à ce jour n'a fait que s'esquisser mais qui va devenir de plus en plus importante, en raison du nombre de ces jeunes.

Ils doivent pouvoir choisir. C'est-à-dire qu'il faut créer les conditions leur permettant, s'ils le souhaitent, de retourner dans leur pays, librement, plus tard. Pour cela, il faut que le système scolaire leur permette réellement d'apprendre à parler, à lire, à écrire la langue de leurs parents. Ils doivent pouvoir apprendre l'histoire et la culture du pays de leurs parents.

Mais ils doivent aussi pouvoir, s'ils le souhaitent, rester en France. C'est-à-dire qu'ils doivent bénéficier de l'égalité des droits avec les jeunes français. De ce point de vue, la menace d'expulsion qui pèse sur eux au moindre prétexte est évidemment inacceptable. Quand on est jeune, au chômage et qu'on est immigré, surtout Arabe, on a vite fait de se retrouver entre les mains des flics puis devant un tribunal et enfin en prison... Et puis c'est l'expulsion. Loin de sa famille, de ses amis, dans un pays inconnu. Chaque année, un grand nombre d'entre eux sont ainsi chassés du pays où se déroula leur enfance. Quand Giscard affirme bien haut son intention d'expulser plusieurs centaines de milliers d'immigrés, on peut craindre que ceux de la seconde génération en fassent en particulier les frais.

Ces hommes qui font la grève de la faim à Lyon combattent pour les réels droits de l'homme. Ils combattent aussi pour l'unité de la classe ouvrière de France. Car leur combat est partie prenante de celui pour l'égalité des droits entre Français et immigrés. Que les candidats à la présidence de la République utilisent les écrans de la télévision pour leur apporter leur soutien et exiger de Giscard un décret supprimant le recours aux expulsions pour les jeunes immigrés. Ils ont là l'occasion de faire œuvre utile dès maintenant.

Pierre BURNAND

(Voir page 15, le témoignage d'un des grévistes de la faim).

l'humanité rouge

Fondateur : Jacques JURQUET. Directeur politique : Pierre BURNAND.

Rédaction : Gilles Carpentier, Léon Cladel, Claude Dhalluin, Hervé Dastar, Estelle Delmas, Michel Lopez, Catherine Lemaire, Claude Liria, Claude Lebrun, Charles Malloire, Pierre Marceau, Claire Masson, Alain Mercier, Nathalie Villotiers.

Secrétaire de rédaction : Pierre Marceau - Administration : Max Durand.

Imprimé et édité par Presse d'aujourd'hui - Directeur de publication : Jean-Luc Einaudi.

L'HUMANITÉ ROUGE - BP 201 - 75926 Paris Cedex 19 - CCP : 30 226 72 D La Source - Commission paritaire N° 57952 - dépôt légal : 2^{ème} trimestre 1981.

Pourquoi notre parti a-t-il estimé que le vote blanc ou nul était la seule consigne de vote possible pour le premier tour de cette élection présidentielle?

Quelles sont les données qui l'ont amené à cette décision?

AU

PREMIER TOUR

4 Quels étaient les candidats en présence?

Georges Marchais évidemment se réclame du communisme, comme nous mêmes. Mais nous avons avec la politique qu'il représente des divergences fondamentales qui relèvent de bien autre chose que de simples divergences d'appréciation sur la tactique à suivre. Nous partageons certaines des positions qu'il peut exprimer actuellement sur la lutte, sur les mises en garde au sujet de Mitterrand, mais nous avons des divergences radicales sur des questions essentielles. Par exemple, au sujet du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de la défense de la paix. Soutenir la politique de

l'URSS, approuver les invasions du Cambodge, de l'Afghanistan, c'est tourner le dos à la défense de la paix. Marchais présente Brejnev comme un allié des ouvriers français, alors qu'il est un de leurs ennemis. Autre exemple: la politique mise en œuvre, dans la dernière période, à l'égard des travailleurs immigrés a pris un caractère anti-ouvrier et a reflété des conceptions dominatrices envers les peuples du Tiers monde. Nous pensons, quant à nous, que de telles orientations tournent le dos à la fois à l'unité des travailleurs en France et à l'unité du peuple français avec le Tiers monde.

Nous ne pouvons donc appeler à voter Georges Marchais.

1 Il faut rappeler quelle est la signification du premier tour: dans les circonstances actuelles de la lutte politique en France, il s'agit, pour chaque force politique, de s'exprimer en tant que telle, de manière indépendante, de rassembler les suf-

frages qui se portent sur elle. A ce stade, il s'agit pour les divers courants politiques d'affirmer leur spécificité. Comme on peut le constater avec cette élection, chaque candidat est porteur de la politique de son parti dans son intégralité.

2 Nous sommes communistes. Nous ne sommes pas vaguement de «gauche», ou bien «pour le socialisme» en général. Notre référence est celle du communisme, c'est-à-dire du marxisme et du léninisme. Ce qui signifie que nous ne nous reconnaissons pas dans les divers courants idéologiques et politiques non-communistes présents dans cette élection. Le principal d'entre eux est le courant social-démocrate. En France, le communisme est né en rupture avec la social-démocratie qui avait conduit le mouve-

ment ouvrier dans la collaboration ouverte avec la bourgeoisie. La social-démocratie se définit, sous ses différentes variantes, par son rejet et son combat contre le léninisme, donnée essentielle du communisme.

Dans certaines circonstances, sur certaines questions, nous pouvons et devons participer à des alliances avec ces forces politiques, mais dans la clarté, en gardant en vue ce qui nous sépare et fait que nous ne nous reconnaissons pas en elles.

3 Notre parti avait son propre candidat, Pierre Bauby. Celui-ci a développé les axes de la politique communiste de notre parti tout au long de la pré-campagne électorale. A la fois contre Giscard et la politique du grand capital qu'il représente, et contre la montée du danger de guerre provenant de la lutte pour un nouveau partage du monde à laquelle se livrent l'URSS et les USA. Dans l'actuelle campagne électorale nous représentons un courant politique spécifique, très distinct des autres courants. Primo, nous sommes communistes; secundo nous combattons à la fois Giscard et l'URSS et les USA dans leurs agressions.

Fondamentalement en raison de la loi électorale anti-démocratique dont Giscard a été l'initiateur, notre candidat a été éliminé de la participation au premier tour. Dès lors, le courant spécifique qu'il représentait était écarté.

Pouvions-nous alors appeler à voter pour un autre candidat, compte tenu de la nature du premier tour et de notre politique?

5 Mais nous ne pouvons pas non plus appeler à renforcer les candidats sociaux-démocrates. En premier lieu pour la bonne raison que nous sommes communistes. Le candidat du Parti socialiste, François Mitterrand, ne pouvait, au premier tour, recueillir notre soutien. Pour bien des raisons. Il a, dans le passé, été membre de gouvernements qui firent la guerre au peuple algérien. Nous ne pouvons oublier qu'il n'a jamais renié ce passé où il fut ministre de la justice, directement responsable de l'exécution de plusieurs dizaines de patriotes algériens. Nous n'avons aucune confiance dans la politique de cet homme dont les orientations convergent, sur le fond, avec celles de Giscard.

Huguette Bouchardeau est, quant à elle, une candidate fort respectable, mais elle est la représentante d'un courant social-démocrate de gauche. Le PSU qu'elle représente, n'est pas communiste et n'a d'ailleurs jamais prétendu

l'être. Or nous sommes des partisans du renforcement en France des idées communistes, pas de celles de la social-démocratie, fut-elle de gauche. Appeler à voter Huguette Bouchardeau eût été participer à renforcer la confusion politique existant actuellement en France, contribuer à faire disparaître ce qui distingue le marxisme, le léninisme et la social-démocratie.

Arlette Laguiller est, quant à elle, la porte-parole du courant trotskyste qui, après une cinquantaine d'années d'existence, n'a jamais pu sortir de la marginalité car n'ayant jamais été capable de comprendre les grandes réalités du monde contemporain, en particulier l'éveil des peuples colonisés, puis le combat du Tiers monde. En dépit de formules frappantes et de certaines formulations justes, Arlette Laguiller n'offre aucune perspective.

Quant à Brice Lalonde, s'il dit des choses exactes sur certains sujets, il ne remet pas en cause le capitalisme.

VOTEZ BLANC OU NUL

6 Le vote blanc ou nul que nous préconisons pour ce premier tour signifie donc que tout en refusant la politique du PCF nous refusons de rouler pour la social-démocratie ou des politiques qui conduisent à l'impasse. Nous ne sommes pas de ceux qui se réjouiraient d'un affaiblissement du PCF au profit de la social-démocratie. Nous sommes pour le renforcement du communisme en France.

7 Les conditions du second tour sont différentes de celles du premier tour. Il s'agira alors, compte tenu de la situation, de définir quel est l'adversaire principal des travailleurs. Cet adversaire se trouve à droite.

Résolution du comité central du PCML

Le Comité central du PCML, réuni les 18 et 19 avril, a analysé la situation politique à une semaine du premier tour de l'élection présidentielle.

Tout montre qu'il y a aujourd'hui un rejet massif de la politique conduite depuis sept ans par Giscard, de l'attaque de grande envergure menée, dans tous les domaines, par gouvernement et patronat contre les travailleurs, leurs droits et leurs acquis. A coup sûr, Giscard fera, au premier tour, un score bien inférieur à celui de 1974. D'autant que ce que propose Giscard pour les sept prochaines années, c'est l'aggravation de la situation des travailleurs: trois millions de chômeurs au lieu de deux, expulsion de centaines de milliers de travailleurs immigrés, multiplication du travail à temps partiel et de la précarité de l'emploi, attaque de la loi sur la durée hebdomadaire du travail, utilisation de l'arsenal répressif mis en place, en particulier de la loi Peyrefitte, etc...

Les positions défendues par le PCML et dans la campagne de son candidat, Pierre Bauby, «Contre Giscard, contre la guerre», ont rencontré un écho positif parmi les travailleurs: il n'y a d'autre solution pour défendre l'emploi et les libertés que la lutte; il faut construire l'unité d'action des travailleurs pour mettre un coup d'arrêt aux attaques de la bourgeoisie; il faut défendre la paix de plus en plus menacée par la rivalité des deux superpuissances impérialistes, USA et URSS; pour que ça change vraiment, il faut rompre radicalement avec le capitalisme et l'impérialisme; il faut une France socialiste, indépendante, solidaire du Tiers Monde.

Compte tenu de l'élimination de son candidat par la loi électorale anti-démocratique et qu'aucun des candidats en présence au premier tour ne défend ces choix politiques fondamentaux, le Comité central du PCML est contraint d'appeler à voter blanc ou nul au premier tour.

Pour le second tour, le PCML prendra position sur la base des résultats du premier tour, afin de battre la droite. Quel que soit le résultat de l'élection, le PCML développera l'action pour les 10 mesures qu'il a proposées afin que ça commence à changer.

JUSTICE

UN GROS BONNET DE LA DROGUE EN LIBERTE ...

On vient d'apprendre qu'un des gros bonnets du trafic de la drogue, Urbain Giaume, condamné en 1979 à 15 ans de prison venait d'être remis en liberté. Tout aurait pu se passer sans vagues, s'il n'y avait eu une malencontreuse fuite. Giaume avait commandité, entre 1969 et 1974, l'envoi en Amérique de 1000 kilos d'héroïne pure. A l'époque, ce marchand de mort avait d'excellentes relations avec le député-maire de Nice, le futur ministre du tourisme, Jacques Médecin, dont le nom se trouve décidément à tous les carrefours du fascisme et du banditisme de haute-volée.

Motif de la mise en liberté d'Urbain Giaume : son état de santé. Le monsieur serait dans un état très grave. Le même motif avait

déjà été invoqué en mars 78 pour libérer un des chefs du milieu, « Mémé » Guérini. Depuis trois ans, celui-ci est toujours vivant...

Interrogé, Peyrefitte a d'abord justifié cette décision de mise en liberté et a affirmé que, bien entendu, le tribunal de Beauvais l'avait prise en toute indépendance.

On se rappelle qu'il n'y a pas si longtemps, le même Peyrefitte refusait la mise en liberté de militants corses dont la vie était menacée par une grève de la faim; il est vrai qu'ils dénonçaient, eux, l'injustice dont ils étaient l'objet pour avoir dénoncé les barbouzes du pouvoir. Ils n'étaient pas de ceux qui trafiquent et tuent à l'ombre du pouvoir. Des défenseurs de l'ordre établi, comme le sont Urbain Giaume et « Mémé » Guérini.

C.S.E.

SIX MILITANTS BASQUES EMPRISONNES



Le transfert des emprisonnés vers Paris.

Depuis le 8 avril, six militants basques sont emprisonnés sur l'ordre de la Cour de sûreté de l'Etat. Ils sont accusés d'avoir participé à une dizaine d'attentats entre juin 78 et septembre 79, sans avoir menacé de vies humaines.

Des manifestations ont eu lieu au Pays basque pour protester contre ces arrestations et demander la dissolution de la Cour de sûreté de l'Etat. Dans un communiqué, la section basque du PCML dénonce ces arrestations.

Tandis que des militants basques sont emprisonnés, les tueurs anti-basques qui en novembre dernier ont tué deux personnes, puis une autre en janvier, courent toujours, avec la protection des autorités espagnoles et la complaisance du gouvernement français.

ABONNEMENT

1 mois (4n°) : 18F Soutien : 30F

3 mois (12n°) : 54F Soutien : 100F

6 mois (24n°) : 108F Soutien : 150F

Abonnez-vous, abonnez vos amis

S'abonner un moyen pratique

pour avoir le journal

GISCARD-CHIRAC

DEUX VARIANTES POUR LES INTERETS MONOPOLISTES

Que l'on entende parler Giscard ou Chirac, on retrouve, quant au fond, le même langage : « effort » ou « sacrifices » sollicités des travailleurs d'un côté et, de l'autre, des propositions devant favoriser en particulier les exportations et les « investissements créateurs d'emplois ». Autant de mesures au profit des grands monopoles, sur le dos des travailleurs. Rien d'étonnant en cela puisque l'un et l'autre sont des représentants de la grande bourgeoisie monopoliste et leur politique est toute destinée à servir les intérêts des trusts français. Toutefois, leur programme présente des variantes qui expliquent sans doute, pour partie, que certaines couches de la bourgeoisie, comme les patrons et cadres supérieurs des petites et moyennes entreprises (PME) et des petites et moyennes industries (PMI) soutiennent Chirac...

Le fondement de la politique de Giscard et de Chirac est le même : permettre aux monopoles de mener à bien un remodelage de l'appareil productif en vue de restaurer et accroître leurs profits et leur permettre d'affronter la concurrence mondiale. D'ailleurs, que l'on écoute l'un ou l'autre, la similitude de leur langage est frappante.

AU SERVICE DES MONOPOLES

Giscard déclare, dans une interview au *Nouvel Economiste* (du 13/4/81, N° 281) : « Pour ce qui est de notre compétitivité, il faut d'abord ne pas alourdir et, si possible, alléger les charges qui pèsent sur les coûts de production de nos entreprises. Mais il faut également aller plus loin en favorisant l'investissement, la recherche, l'innovation. Ce n'est pas en relançant de manière massive la consommation que l'on sert l'emploi. » De son côté, Meo, conseiller économique du RPR, affirme le 21/10/80 devant la presse : « L'erreur profonde vient du choix fait par le président de la République de la croissance douce. Cette décision a été voulue et délibérée (...). Pour reprendre la

marche du progrès, il s'agit en somme de définir une troisième voie : ni celle de Laval, celle du frein, de la déflation; ni celle de Keynes, de Roosevelt, de la relance à tout va par la consommation qui aurait tôt fait d'éventrer notre commerce extérieur. Mais une croissance structurée privilégiant le renforcement de notre moteur économique à base d'investissements créateurs d'emplois et, à terme, de richesses ». La condamnation commune de la politique dite de relance par la consommation est un avertissement lancé aux travailleurs : la baisse du pouvoir d'achat est nécessaire pour le développement des investissements (c'est-à-dire des profits), que l'on s'apprete à qualifier de créateurs d'emplois pour tenter de faire avaler la pilule aux travailleurs.

Ou encore, Chirac de fustiger les « tenants de la croissance douce » (Giscard-Barre) et de proposer de stimuler la production et donc d'accroître la croissance, en favorisant les exportations et la « reconquête du marché intérieur », thème devenu aussi cher à Ceyrac, patron des patrons. C'est que, conserver une part du marché mondial et s'emparer de marchés extérieurs, cela suppose que les trusts d'abord occupent une position de force sur le marché national et dégagent de copieux profits. Ces profits étant utilisés pour soutenir leurs exportations, investir à l'étranger ou vendre à bas prix pour s'imposer à l'étranger. De même, Chirac préconisera encore : « Il faut changer les méthodes, recourir davantage à la micro-électronique, à la robotique, à toutes les techniques de l'avenir. Il faut choisir des créneaux où notre savoir-faire nous assure des positions solides. »

LE MEME LANGAGE

On retrouve le même langage, résumé par Barre, en quatre phrases : « Travailler, épargner, innover, exporter; tout le reste est bavardage. » Autrement dit : travailleurs, travaillez pour l'exportation, c'est-à-dire pour le maximum de profits des grandes

firmes et taisez-vous. Ce sont les sacrifices demandés par Giscard et l'appel à l'effort de Chirac.

En fait, la seule chose que Chirac reproche à Giscard, c'est d'être le tenant d'une « croissance douce ». Qu'entendre par là, sinon de stimuler davantage encore la production, donc les investissements, donc les profits des trusts. Comment? Sinon par une exploitation toujours plus poussée des travailleurs. En clair, les désaccords entre Giscard et Chirac portent sur les meilleurs moyens à mettre en œuvre pour exploiter les travailleurs.

UNE CROISSANCE MUSCLÉE

Chirac veut être le champion d'une croissance musclée, en quelque sorte. Et, à cet égard, nombre de mesures préconisées s'inspirent de nos « nouveaux économistes ». « La nouvelle politique économique que je propose aux Français repose sur une libération des forces productives par une élimination des interventions abusives de l'Etat, la suppression de certains impôts archaïques, l'assouplissement des normes qui dissuadent en fait d'embaucher, une recherche de l'abaissement des frais financiers. » déclare Chirac dans une interview au *Nouvel Economiste* (du 13/4/81). Et, plus loin, d'expliquer : « Les industries de pointe, pour leur part, doivent avoir un effet d'entraînement sur l'ensemble de l'économie, notamment grâce à la sous-traitance. Enfin, nous devons renforcer un tissu solide et nombreux de PME et PMI. Car, c'est à ce niveau que se trouve en bonne partie la riposte au défi du chômage... Je préconise des mesures pour alléger les contraintes bureaucratiques, fiscales et financières qui, actuellement, dissuadent les PME et PMI d'embaucher. »

Il s'agit donc de rejeter à la périphérie certaines productions des monopoles. Productions créées par les travailleurs des sous-traitances, isolés, éparpillés, sous-payés, sans organisation syndicale le plus souvent, sou-

mis à une répression plus grande. Autant d'avantages pour une grande rentabilité; ceci, au profit des monopoles. Au profit, également, des patrons des entreprises sous-traitantes puisque Chirac préconise donc un développement de ces dernières, une aide plus grande en leur faveur.

DÉVELOPPEMENT DE LA SOUS-TRAITANCE

Ainsi, parmi ses mesures, se trouve en bonne place, la suppression des obligations sociales des entreprises, liées à certains seuils (10 ou 50 salariés). L'argument : la part patronale des charges sociales croît trop vite avec le passage de 9 à 11 travailleurs par exemple. Résultat : cela dissuaderait à l'embauche. Qui financerait alors ces charges? Il y a toutes les chances de penser que ce sont les travailleurs. Puisque, « la fiscalité sera l'instrument de la nouvelle croissance et la vertu de la solidarité nationale. » (J. Meo). Or, l'on sait trop bien que la vertu de la « solidarité nationale » consiste toujours à alléger les patrons de leurs frais financiers pour les faire payer aux travailleurs!

Dans le même sens, Chirac prévoit un réaménagement de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et la suppression de la taxe professionnelle, payée par les commerçants, les entreprises et les professions libérales.

SUPPRESSION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE

La taxe professionnelle, basée sur le calcul d'un loyer fictif et sur les salaires, pénalise les entreprises de plus petite taille. Dès lors, supprimer la taxe professionnelle, cela revient à faire un cadeau royal aux patrons des PME et PMI. C'est là un autre moyen de favoriser le développement des sous-traitances.

Là encore, l'inspiration des « nouveaux économistes » n'est pas étrangère à cette mesure fiscale. Selon leur raisonnement, le soutien de l'offre, de la production doit passer par un allègement considérable de toutes les charges qui pèsent sur les firmes. Elles seules sont, en quelque sorte, intéressantes à soutenir car elles épargnent (autrement dit, accumulent des profits). Alors que les travailleurs absorbent toute amélioration du pouvoir d'achat en augmentant leurs achats de biens de consommation, ce qui serait source d'inflation.

On le voit, Chirac n'est pas avare, dans son programme, de propositions en faveur des patrons et cadres supérieurs des PME et des PMI. Ce qui, sans doute, pèse bon poids dans sa campagne électorale...



« ON N'EST PAS OBLIGE DE SE LAISSER FAIRE ! »

C'est ce que disent les locataires du 143 de la rue oberkampf à Paris

« Comprenez, Madame, avec les travaux, je ne pourrai quasiment plus mettre mon lit dans ma chambre ». « Qu'est-ce que ça veut dire de déplacer la salle-de-bain dans la cuisine et réciproquement ? ». « Chez moi, je dispose de tous les éléments de confort, une cuisine avec un évier, une salle-de-bain avec un bidet, qu'ils supprimeraient, des W-C, de quoi d'autre ai-je besoin ? ». « Avec les travaux, ma chambre sera réduite de 4,75 m² ». « Ils veulent installer le chauffage au gaz, je n'en veux pas, j'en ai peur, et puis j'ai fait installer le chauffage à l'électricité ». « Bon d'accord l'aspect extérieur de l'immeuble, datant de 1900, tranche avec les appartements, nous ne demandons que ça, qu'ils améliorent la façade, les parties communes, mais rien ne justifie les travaux à l'intérieur des appartements ».

« Lorsque la société de HLM à bon marché a racheté l'immeuble en mars 80, nous, locataires, ne demandions qu'à obtenir des éclaircissements sur les travaux qu'elle envisageait d'opérer. Nous avons été éconduits. La société de HLM à bon marché a signé une convention avec l'Etat, la Caisse d'Epargne lui a prêté des fonds pour acquérir et rénover des immeubles, la Ville de Paris s'est portée garante auprès de la Caisse d'Epargne pour cet emprunt. En échange, elle a priorité sur cinq appartements dans cet immeuble. Cependant, la réhabilitation envisagée est la plus forte qui soit : le coût des travaux s'élèverait à 2 609,00 francs le m², alors que les textes sur la rénovation prévoient un maximum de 1 180,00 à 2 540,00 francs le m². Par ailleurs, les travaux ne respectent pas la législation sur la réhabilitation; ils n'améliorent pas le confort des appartements et les rendraient inhabitables, lors de leur exécution, à tel point que la préfecture de Paris a reconnu la légitimité de notre opposition. Liés à la convention, qu'ils ont signée, mais qu'ils ne respectent pas, assignés en justice par nous, les Logements à bon marché voient leur argent bloqué, et pour pas mal de temps, puisque l'expert

Spontanément, on ne peut être que favorables au logement social, à la création d'HLM. Lorsqu'on apprend que des appartements régis par la loi de 1948 (loyers peu onéreux), se transforment en HLM par le biais de la réhabilitation. Comment être en désaccord, si les travaux effectués à cette occasion améliorent le confort des appartements, sans pour autant augmenter les loyers d'une manière sensible? Mais le bât blesse lorsque, sous couvert de rénovation urbaine, des travaux inutiles, coûteux et aberrants sont envisagés, lorsque les loyers connaîtront une augmentation de 300 à 400%.

Réunis autour d'un apéritif, les locataires qui m'ont invitée pour me raconter leur histoire, n'ont l'air ni d'irréductibles au confort, ni d'opposants inconditionnels. Des personnes âgées vives et chaleureuses, deux couples avec leurs enfants, ceux du 143, rue Oberkampf, dans le XIe, soudés contre leur société privée d'HLM, adhérents de l'Association des comités de défense des locataires (ACDL).

nommé par le juge en décembre n'est toujours pas venu sur les lieux ».

« Il ne suffit pas de déclarer qu'on fait du logement social pour en faire ». « Vous avez vu par vous mêmes que nos appartements possédaient les éléments de confort, notre immeuble correspond au confort moyen du jour existant à Paris, puisque 70% des locataires parisiens disposent d'un W-C intérieur et 63% d'une salle-de-bain ».

« Notez bien qu'il n'y a pas seulement le problème des travaux, il y a aussi les loyers ». « Nous ne sommes pas contre une augmentation des loyers, certains parmi nous paient un terme très bas. Moi, par exemple, je paie 170 frs pour un beau trois pièces, mais nous ne pouvons pas accepter les nouveaux loyers qu'on nous propose, les augmentations seraient de l'ordre de 300 à 400%. Ce surcroît de loyer serait quasiment insupportable, notamment pour Madame Gloppe (83 ans) qui ne dispose que de 9 900,00 francs par an et Madame Toulouse (82 ans) qui n'a que 13 000,00 francs par an ».

« Et encore, il faut savoir que c'est le barème HLM le plus fort qu'on nous appliquerait, 125 frs le m², pourquoi le plus fort, pourquoi pas le minimum ? ».

« Et nous n'avons pas parlé du coût des charges, parce que nous l'ignorons. Mais les charges sont libérées! Alors, jusqu'où ira-t-on? Et pour ce prix,

nous n'avons même pas de vide-ordures, ni d'ascenseurs, ni de local fermé à clef ».

« Bénéficierons-nous de l'allocation logement? Seulement deux d'entre nous, Madame Gloppe et Madame Toulouse ».

« Ou alors, nous nous entendrons répondre, comme à cette vieille dame qui se

plaignait à l'assistance sociale de son loyer élevé, "Vous n'avez qu'à vendre vos meubles" ».

« Vous comprenez, je redoute un déménagement, si les travaux nous y contraignent. J'ai connu le déménagement après la débâcle à Caen, il me restait en tout et pour tout un carré de tissu. J'ai dû venir vivre ici chez ma mère, avec ma fille de 9 ans, alors "j'entasse" aujourd'hui, mais j'y tiens ».

Nous voulons mourir dans notre lit, nous ne nous laisserons pas faire, en face nous avons connu deux personnes âgées qui sont mortes de chagrin parce qu'elles étaient, elles aussi, en "réhabilitation"...

Propos recueillis par Nathalie VILLOTIERS

Nous remercions Mesdames Pointal, Gloppe, Morin, Gaury et Messieurs Pointal, Morin, Toulouse et Gaury de leurs témoignages.

FOYER DE L'YSER A ST DENIS (93)

5 ANS DE LUTTE POUR ETRE RELOGES !

Nous vous avons déjà parlé depuis deux ans de ces 200 travailleurs maliens, algériens, marocains et tunisiens qui vivent dans des baraquements en tôle datant de 1950.

Ils ont entrepris il y a 5 ans une grève des loyers contre leur propriétaire l'ODHLM, pour être relogés normalement et vivre dans des conditions saines. Suite aux négociations entre la mairie et le Comité de résidents, la mairie a acheté un terrain à St-Denis pour y construire le nouveau foyer. Les plans sont prêts, les crédits sont débloqués, rien ne s'oppose plus à la construction qui durera 18 mois.

Or, un différend est apparu entre la mairie et l'ADEF, gestionnaire désigné par le préfet. La mairie veut que le foyer soit réservé aux résidents de l'Yser ce qui est la revendication du Comité de résidents, mais la mairie veut que les places vides restantes soient réservées aux immigrés habitants St-Denis. L'ADEF refuse cette limitation, craignant que dans l'avenir des logements restent vacants. Mairie et ADEF se renvoient la balle.

Le Comité de résidents est très soucieux de cette situation, d'autant plus qu'il craint que la mairie ne s'empare du foyer (composé de F3 et F4) pour y loger des familles non-immigrées mal logées à St-Denis. Le comité estime qu'il n'a pas à soutenir les idées de la mairie sur la répartition des immigrés et il ne demande qu'une chose, c'est que les promesses faites il y a 2 ans soient tenues. C'est pour cela qu'il a demandé des garanties écrites à la mairie et qu'il ira en délégation avec la mairie pour demander au préfet de faire pression sur l'ADEF pour qu'elle ne gêne pas la construction.

Correspondant

TEMOIGNAGE

ROUE DE COUP ET BLESSE DANS LES LOCAUX DE LA SURETE DE ROUEN

Dans le cadre des activités du CAP-J (Comité d'action des prisonniers-justice), Jean Lapeyrie, responsable de publication du CAP, assistait à un procès à Rouen les 16, 17, 18, 19 mars 1981, pour soutenir les prévenus. A la suite d'un incident, les policiers fort nombreux qui ceinturaient le Palais de justice ont sauté sur Jean Lapeyrie et ...

« Il était deux heures du matin, les flics se sont emparés de moi, m'ont sorti dehors, m'ont gazé dans les yeux, dans le nez, dans la bouche, raconte Jean Lapeyrie, c'est horrible, tu as l'impression d'être aveugle, d'étouffer. L'avocate Babeth Auerbacher est arrivée. Autour de moi, il n'y avait aucun journaliste, quelques amis et surtout des flics, je me demande comment le journaliste de Paris Normandie peut se vanter d'avoir vu la scène. Ensuite, ils me descendent dans le car, ils m'ont mis une dérouillée monumentale, à coups de pied, à coup de poing; j'étais couvert de bleus. Ils ont passé leurs nerfs, se vengeant des quatre jours d'audience. C'était vraiment la rage. Ils ne faisaient même plus attention, j'avais des marques sur la figure. Sur le côté, j'avais la trace nette d'un soulier. Ils m'ont cassé le doigt. Ils m'amènent à un hôpital de Rouen et tentent de me faire passer pour ivre. Le médecin refuse d'établir un certificat médical selon lequel j'aurais été ivre. De là, ils me ramènent au commissariat central de Rouen. Il faut souligner le fait que j'appartiens à un groupe, que je suis connu, que j'avais des avocats qui s'occupaient de moi... mais imagine ce qui aurait pu se passer sinon !

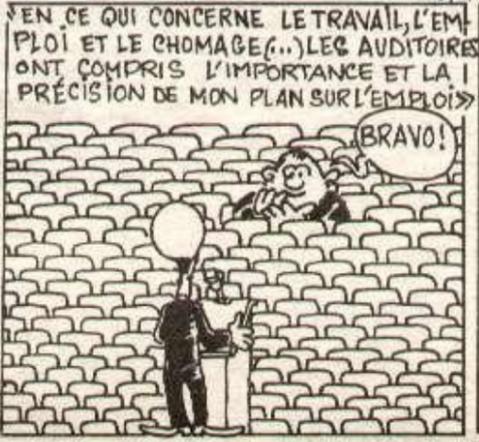
Je passe la nuit dans une cellule, dans laquelle il y avait des WC à la turque, et toutes les deux minutes, la chasse d'eau fonctionnait. Ce sont ces moments-là que les rapports de garde-à-vue nomment « les temps de repos ». Vers 9 heures du matin, ils m'amènent dans les locaux

de la sûreté rouennaise, je suis tombé sur quatre « tueurs ». Là, véritablement, j'ai eu peur. La veille je ne me suis rendu compte de rien. Ils étaient quatre ou cinq, ils m'ont attaché à l'armoire de leur bureau, alors que j'avais la main et le poignet dans le plâtre. Et ils ont déversé leur haine de tout ce que je pouvais représenter. J'en prenais pour tout le monde, pour toute la gauche, aussi bien pour Giscard d'Estaing. Ils tapaient avec méthode, et sans laisser de trace. Ils m'ont même dit « Un salaud comme toi, ça doit voter Giscard », « Cet espèce de salopard qui te laisse vivre », tu vois le niveau politique qu'ils avaient. C'est des gens capables d'appartenir à la FANE, mais qu'ils y soient ou pas, c'est la même chose. Et pendant trois heures, ils m'ont frappé. J'en étais arrivé à un tel point que je me disais « Bon, eh bien ils vont me tuer ».

Sorti de là, je m'informerai pour savoir si la presse s'était saisie de mon affaire, rien nulle part sauf dans Paris Normandie, où on apprenait que j'étais ivre. Le journaliste a tout simplement repris les informations des flics et ailleurs, rien. Je questionne et là, j'apprends que non seulement Hersant tenait le Paris Normandie, mais que Le Monde et l'AFP tenaient leurs informations pour Rouen et sa région de Paris Normandie. Ils ont eu ainsi la version selon laquelle j'étais ivre et c'est pourquoi ils n'ont rien passé ! »

Propos recueillis par Nathalie VILLOTIERS

après les diamants... les perles du Président!...



CADASTRE DE PARIS

DEJA 40 JOURS DE GREVE POUR L'EMPLOI

37 jours de grève au Cadastre de Paris. C'est ce compte que faisaient les employés en cette veille de week end pascal. Le 15 avril, en assemblée générale, ils repoussaient les premières propositions nationales faites par la direction générale des impôts.

Pourquoi cette détermination des travailleurs du Cadastre? Leur lutte est une réponse aux attaques du gouvernement contre le droit au travail des fonctionnaires, ces prétendus «nantis» pour Monsieur Barre.

Dans les services fonciers de Paris, la situation de l'emploi est particulièrement scandaleuse. A côté des titulaires, dont l'emploi est garanti par le statut de la fonction publique, la Direction générale des impôts emploie dans ses services — dont le Cadastre fait partie —, des auxiliaires non titularisés. Parmi eux, il y a les auxiliaires mensualisés, qui peuvent être titularisés au bout de quatre ans. Il y a aussi une autre sorte d'auxiliaires: les expéditionnaires. Ceux-là, qui ont un statut vieux de 200 ans (!!!), ne peuvent pas être titularisés. Leur emploi est on ne peut plus précaire. En fait ils ne font pas partie du personnel de l'administration. En ce moment, par exemple, les expéditionnaires en grève au Cadastre ne sont pas comptabilisés dans le nombre officiel des grévistes.

Cette situation existe depuis la création du service du Cadastre parisien sous sa forme actuelle, en 1974, quand la ville de Paris a été dotée d'un plan cadastral.

Le 24 février dernier, c'est une décision de la direction qui a mis le feu aux poudres: elle a rétrogradé 26 auxiliaires mensualisés (24 femmes et 2 hommes), au rang d'expéditionnaires.

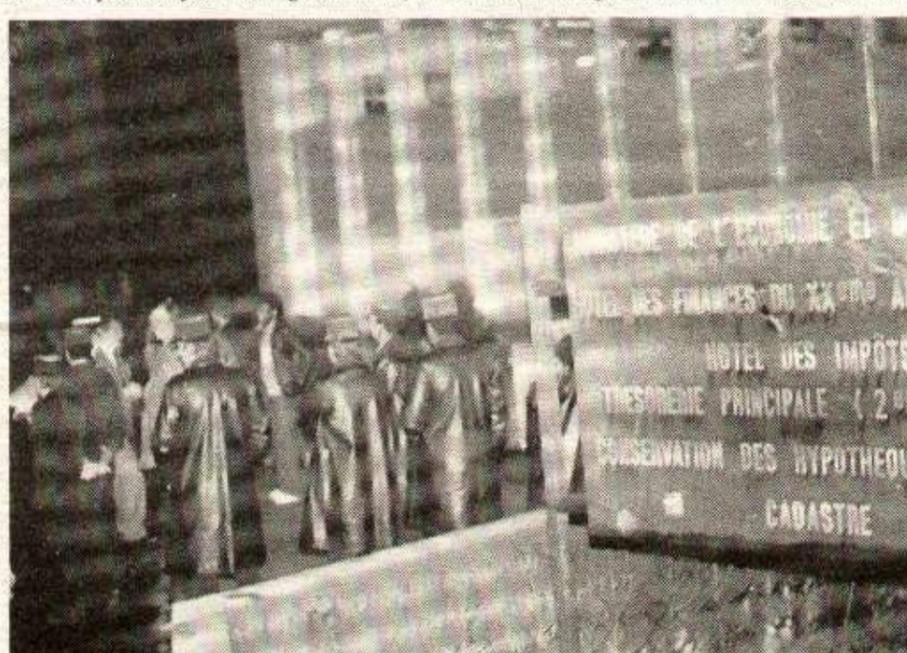
Sur les 170 agents qui travaillent au Cadastre de Paris, la majorité décide de se mettre en grève. Lors des premières discussions, la direction ne propose que deux possibilités. Les agents reprennent pour trois mois leur statut d'auxiliaire s'ils acceptent d'être mutés dans la région parisienne, ou alors, ils restent comme expéditionnaires au service de la rue Paganini à Paris, avec la vague promesse de redevenir auxiliaires au mois d'octobre prochain. En réponse, cinq employées frappées par la décision de la direction décident d'entamer une grève de la faim, soutenues par la grève des autres employés. (cf HR N° 1242). Nous sommes le 16 mars, l'action dure déjà depuis près de trois semaines. La grève de la faim, malgré une répression massive, (3 interventions de la police, confiscation du local syndical, multiples sanctions disciplinaires et mises à pied...), dure 9 jours pour attirer l'attention des médias.

Depuis le 25 mars, la grève, dirigée intersyndicalement par le SNADGI-CGT et le SNI-CFDT, se pour-



En haut: le directeur général des impôts tente d'apaiser les grévistes, 5 minutes après l'annonce des mises à pied.

En bas: premier jour de la grève de la faim le 16 mars. Expulsion des locaux par la police.



suit. De nombreuses actions de propagande ont été menées envers les entreprises du 20^{ème} arrondissement de Paris où sont situés les services cadastraux (6 rue Paganini), et sur les marchés. Les grévistes du Cadastre ont aussi participé en nombre aux deux journées d'action des fonctionnaires qui se sont succédées, le 26 mars pour la région parisienne, et le 8 avril nationalement. Le 9 avril, au lendemain de l'importante manifestation, la direction générale accepte enfin une discussion générale sur l'ensemble de la question des non-titulaires dans les services des impôts, discussion que le personnel réclamait depuis le début de la grève.

Les revendications des agents du Cadastre sont en fait, celles d'une grande partie des fonctionnaires sur le droit à l'emploi. Et la manifestation du 8 avril a montré à quel point le mécontentement grandit chez les travailleurs de ce secteur. C'est ce qui inquiète l'administration. Cette inquiétude explique l'importance de la répression qui a dès le début marqué cette grève: la police est même allée jusqu'à interdire la distribution de tracts appelant à la solidarité au métro Gambetta, alors qu'en

même temps elle laissait faire une autre diffusion...

C'est pourquoi aussi, la direction générale des impôts a effectué un certain recul lors des négociations: elle propose d'accélérer la titularisation de certaines catégories d'auxiliaires en avançant l'ancienneté à 18 mois ou 3 ans selon les cas. Selon une estimation du SNADGI-CGT, ces mesures toucheraient 2600 non-titulaires sur 6000 dans les services des impôts au plan national. Et en ce qui concerne les agents du Cadastre de Paris... seulement 3 personnes seraient concernées!

Mais en contre-partie, la direction voudrait faire reconnaître par les syndicats: «la mobilité géographique sur le plan départemental des auxiliaires». Proposition tout à fait dangereuse, puisqu'elle reviendrait à institutionnaliser la pratique de l'intérim aux services des impôts.

Ce sont donc ces propositions que l'assemblée générale des grévistes du Cadastre a rejetées le 15 avril. Elles ne correspondent pas du tout à leurs revendications.

Ce mardi 21, les auxiliaires restant en lutte se sont présentés aux différentes directions de la région parisien-

ne où ils étaient affectés, pour régulariser leur situation par rapport à l'administration: en effet leur contrat est terminé. Jusqu'ici, une seule personne a pu obtenir son contrat de 3 mois, alors que la direction l'avait promis à tous. La grève a donc été reconduite, avec comme premier objectif une remobilisation sur toute la direction des services fonciers de Paris. Pour la permanence des auxiliaires et la levée des sanctions. En effet les travailleurs du Cadastre ne peuvent pas indéfiniment continuer la lutte tout seuls. Pour des revendications qui ne sont pas un fait isolé du service du Cadastre mais qui concerne tous les impôts. Dans l'immédiat, la solidarité est d'autant plus nécessaire pour cette lutte particulièrement importante: par sa grande combativité, sa longévité, son unité syndicale et ses revendications. Pour participer au soutien, envoyer messages et argent aux deux syndicats, SNADGI-CGT, 19 rue Caumartin 75009 Paris, CCP 2765-12M Paris, et SNI-CFDT 26 square Montholon 75009 Paris, CCP 2831-30F Paris, avec la mention «soutien Cadastre».

Claire MASSON

A SAVOIR

AUTOMOBILE

— La restructuration continue dans l'automobile. RVI est en pourparler avec DODGE, (division poids lourds de Talbot, filiale de Peugeot) pour racheter 50% de son capital.

— La concurrence capitaliste s'aiguise: la Chambre syndicale des importateurs d'automobiles signale que la pénétration des automobiles de marque étrangère s'est accrue en février 81. 25,46% au lieu de 19,84% un an auparavant.

CRISE

— Le nombre de faillites d'entreprises a été de 4900 pour le premier trimestre 81. C'est-à-dire en augmentation de 22,5% par rapport au premier trimestre 80. Sont concernées en majorité des PME de l'industrie et surtout du bâtiment et travaux publics.

— L'INSEE a publié les comptes de la nation pour 1980: la croissance économique a été en baisse sensible, de 1,3% contre 3,1% en 79. Elle a été inférieure aussi aux prévisions du gouvernement qui l'évaluait à 2,2%. Les principaux responsables: la consommation des ménages a baissé; elle est de 1,7%

contre 3,3% l'année précédente. Et l'épargne des ménages a elle aussi baissé: 14,1% contre 17,5%.

— Du chômage technique est annoncé à Chaffoteaux et Maury à St Brieuc. Il aura lieu au début mai et au début juin, et frappera 700 des 2000 salariés de l'entreprise.

JURISPRUDENCE

— Les Prud'hommes de Rennes viennent de condamner la direction des ASSÉDIC de Bretagne à verser 62000F à un employé d'origine africaine qui avait été licencié pour «insubordination». Le licenciement a été jugé abusif.

— Le Tribunal administratif de Nantes vient de refuser les 139 licenciements demandés par la direction de Biderman (Vendée) et que le ministre du Travail avait lui, approuvés.

EMPLOI EN EUROPE

Le comité exécutif de la Confédération européenne des syndicats (CES) à laquelle adhèrent pour la France la CFDT et FO, a décidé d'organiser le 29 juin 1981 à Luxembourg, une rencontre sur l'emploi. Doivent y participer un millier de syndicalistes venus de tous les syndicats affiliés à la CES.

MARSEILLE ACCIDENT MORTEL

Lundi 13 avril, Patrick Francisci, 28 ans, père de 3 enfants, est mort écrasé par des poutrelles.

C'est le troisième accident mortel en quelques semaines sur les chantiers de réparation navale à Marseille.

Pour la CGT, ces accidents étaient prévisibles; les patrons n'appliquent plus les règles de sécurité. Ils n'appliquent plus les dispositions du code du Travail. Avec le nombre d'entreprises sous-traitantes et l'emploi massif d'intérimaires qu'on ne forme pas à la sécurité, les accidents se multiplient.

Dans un tract intitulé «Travailler, se taire et mourir», la CGT indique: «La situation pour tous devient tellement grave que si nous attendons des patrons qu'ils fassent respecter, comme il se doit, la loi et les règlements, nous attendrons longtemps.»

C'est pourquoi, et devant le refus des patrons de réunir le Comité technique régional, qui devait traiter de ces questions de sécurité, les travailleurs mènent l'action à l'appel de la CGT, par plusieurs arrêts de travail.

Correspondant quartiers Nord

PILOTE-BERCK SUR LA BRECHE



Le 14 avril, les travailleurs de l'entreprise Pilote de Berck (Pas de Calais) auprès du parc des expositions de la Porte de Versailles à Paris. Ce jour-là, Giscard y «recevait» 250 travailleurs. Pas ceux de Pilote qui luttent depuis des mois pour leurs revendications et à qui le président avait fait quelques promesses. Les travailleurs de Pilote, handicapés et valides ensemble, manifestaient à nouveau le 17 devant le ministère des Finances.

La restructuration se poursuit dans l'automobile. Mais elle ne prend pas la même forme partout.

A Talbot, ce sont les licenciements massifs, après la fusion dans le cadre du groupe Peugeot-PSA, et dans ce groupe, c'est la répression anti-syndicale (avec pour conséquence, par exemple, la mort de Philippe Marchau à Sochaux); ce sont les fermetures d'usines envisagées; c'est la chasse ouverte aux faciès et l'incitation aux départs de Giscard déjà mise en œuvre, pour les immigrés. Baisse des ventes, baisse de la production sont les raisons invoquées par les patrons pour procéder à ces coupes sombres dans l'emploi et les conquêtes syndicales des travailleurs, sur fond de périodes de travail avec cadences accélérées alternant avec de longues périodes chômées, sur fond de concentration et modernisation des moyens de production.

A Renault, comment cela se passe-t-il?

A Billancourt, la modernisation prend les allures d'un démantèlement; chute constante des effectifs (blocage de l'embauche, pré-retraites); répression anti-syndicale aussi, (le licenciement, par exemple, de Michel Certano, responsable de la CGT).

Mais il n'en est pas de même dans toutes les usines de la Régie.

D'une manière générale pourtant, la direction a annoncé des départs en pré-retraite, parle de compression de personnel, et une semaine de chômage technique est venue s'ajouter à ces déclarations inquiétantes.

Pour mieux comprendre les différents aspects de la restructuration, nous avons rencontré des travailleurs de l'usine Renault de Flins. Dans cette usine qui produit les modèles Renault de bas de gamme (R5, R18), la vente n'est pas en perte de vitesse: difficile d'invoquer la baisse de la production. La restructuration ne s'y développe pas moins, avec les méthodes apparemment plus en douceur de la Régie, mais avec pas moins de conséquences pour les travailleurs, les immigrés étant là encore en première ligne. Nos interlocuteurs, tous 3 immigrés, pouvaient en parler en connaissance de cause. Ce qui suit est écrit en fonction de ce qu'ils nous ont appris.

Il y avait plus de 21 000 travailleurs en 1978 à Renault Flins. Il y en a actuellement environ 19 000, ces chiffres ne prenant pas en compte les intérimaires et les « sous contrat », dont le nombre est aujourd'hui de plus de 1 000. La direction ne cache pas que son objectif est de descendre à 15 000 travailleurs, pour une production devant, elle, augmenter dans le même temps. L'usine n'est pas en difficulté et dans ce sens, ce n'est pas une politique de crise.

Alors la direction la justifie en disant: « Il y a des problèmes dans l'automobile, il faut tout faire pour que ça n'arrive pas chez nous ». Moyennant quoi, comme on le voit, le résultat est de même nature pour ce qui concerne les travailleurs, en particulier leur emploi. Notons-le tout de suite, ce sont essentiellement les immigrés qui ont subi les réductions d'effectifs dans la dernière période: ils étaient 9 500 en 1978, ils sont 7 900 aujourd'hui...

Robotique et enrichissement des tâches

Produire plus, avec moins d'hommes, tel est l'objectif donc, de la direction à Renault Flins. Et cela traduit bien la loi qui conduit l'évolution de l'économie capitaliste, où produire est le but (puisque c'est dans la production que se réalise le profit), et non satisfaire des besoins. Construction de nouveaux moyens de production encore plus perfectionnés (« modernisation ») et, comme tous les capitalistes font de même, de manière inégale certes, cela débouche inévitablement sur des crises de surproduction: la capacité de production arrive à dépasser la capacité d'absorption du marché. Ces crises provoquent elles-mêmes l'accélération de cette tendance (modernisation, produire plus avec moins d'hommes) et en même temps l'abandon, voire la destruction de moyens de production, moins performants, dont le marché ne peut plus absorber la production, et dont les propriétaires préfèrent transférer leurs capitaux dans un autre secteur. Voilà, (en très gros) le schéma des restructurations capitalistes reflétant tout crûment le caractère anarchique de la production dans ce système. Seule la lutte des

travailleurs peut en limiter les conséquences, tant sur le plan de l'emploi que des conditions de travail (salaires, cadences, droit à la santé etc...).

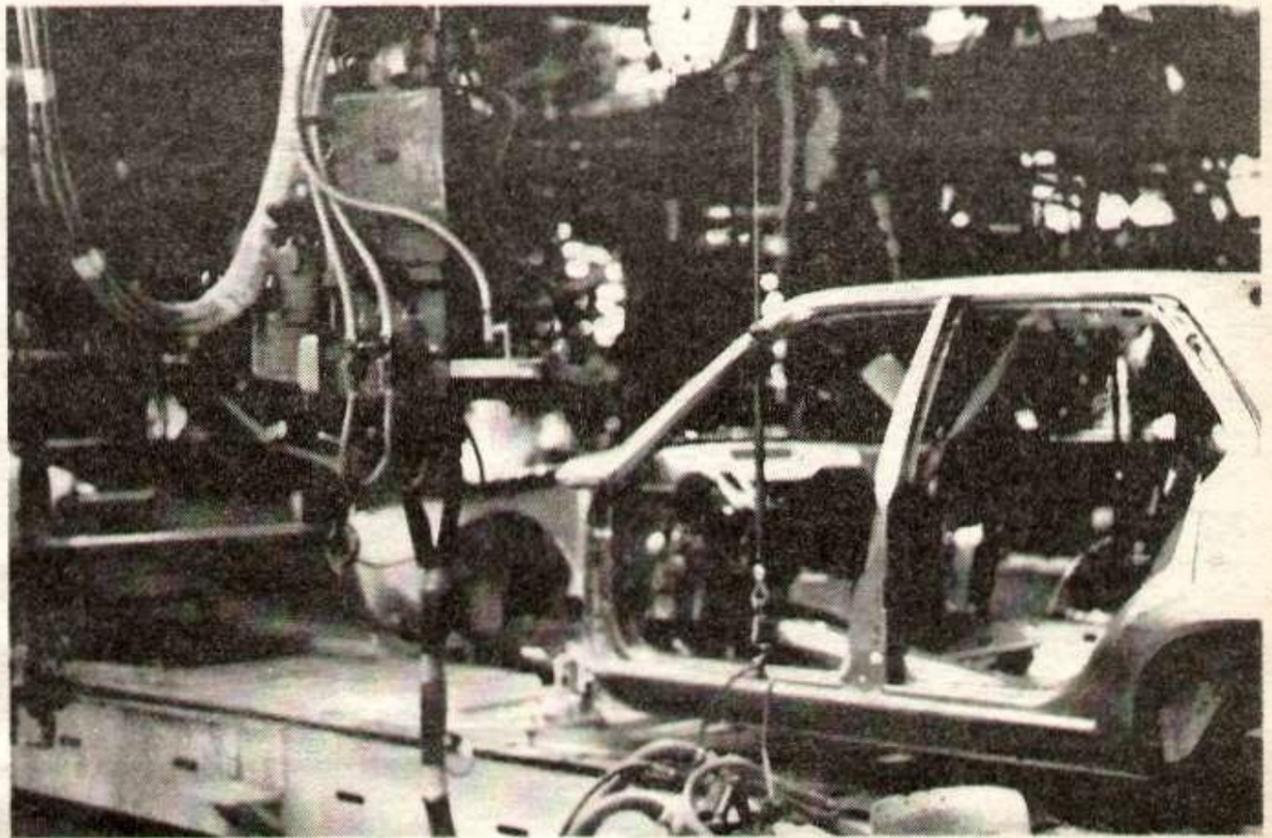
Mais comment se présente concrètement la restructuration à Flins? Elle prend quatre aspects, évidemment très liés entre eux:

- la modernisation de la production, robotique, etc...
- la réorganisation des ouvriers: Renault a fait appel pour cela à une société américaine de « management », la SMI.
- les suppressions de postes, les licenciements.
- l'accroissement des charges de travail.

Et elle vise en outre à permettre d'adapter la production aux conditions du marché: l'augmenter, ou la baisser, à tout moment. (1)

Au bâtiment P (R18), il y a une douzaine de robots depuis plus d'un an: il n'y a plus personne au transfert.

Au carrousel-siège, la direction a procédé à une réorganisation du travail qu'elle appelle « enrichissement des tâches ». C'est un peu le contraire de la chaîne. Ce sont de petites équipes autonomes. C'est plus souple que la chaîne, ça coûte moins



Chaîne de montage de la R18 à Flins.

cher (la direction n'a pas donné de chiffres mais c'est probable), et l'absentéisme est de 7% moins fort que la moyenne.

Avec ces deux exemples, on voit comment on crée les

RENAULT FLINS

Méthodes feutrées

pour une restructuration qui fait mal

conditions d'une baisse des effectifs, et comment de plus, elle peut être particulièrement sensible sur les postes moins qualifiés qu'occupent le plus souvent les travailleurs immigrés.

Maladie et cadences, le cycle des licenciements

Mais comment procède la direction pour réduire les effectifs? Car apparemment, les choses se passent en douceur...

Il y a la politique d'embauche, pratiquement bloquée pour les immigrés.

Il y a aussi les licenciements.

A Flins, on licencie surtout pour maladie. Cela touche des dizaines de travailleurs. La direction parle d'absences répétées ou non justifiées, mais voilà en fait ce que cela signifie. D'abord, en cas de maladie, l'arrêt de travail ne suffit pas: il faut « justifier ». Il faut fournir des « preuves » et les gars n'ont pas toujours gardé les justificatifs qu'on leur demande. Il y a aussi des postes très durs où les gars se mettent plus souvent en maladie à cause de la fatigue. Et ce genre de conditions, la direction les crée, en augmentant les cadences. Par exemple, on met un gars sur un poste en lui promettant qu'il n'y restera pas (qu'il aura un poste meilleur) s'il fait telle cadence. Une fois qu'il l'a faite, on y met un autre gars. S'il n'y arrive pas, ce sont les avertissements, mises à pied, jusqu'à ce qu'il craque.

Celui qui refuse la cadence

accrue, alors lui, il peut être licencié pour « refus de travail ».

Voilà comment en même temps on licencie et on accélère les cadences.

Comme par hasard, la direction dit que ce sont les immigrés qui sont le plus souvent malades! Ce qui est sûr, c'est que ce sont eux qui sont aux postes les plus durs! Il y a toute une tactique pour les démoraliser, en liaison avec le climat général, la politique du gouvernement à l'égard des immigrés.

Ces temps-ci, les chefs parlaient aux gars d'une prime de départ (de 70 000 F), la direction a démenti, mais les chefs qui en parlaient n'avaient pas inventé ça comme ça! A Sandouville, c'est officiel, ils « offrent »: 52 000 F...

Au contraire, il faut vraiment faire ses preuves pour être embauché. Ainsi, il y a des intérimaires (environ 800); s'ils se comportent bien, ils peuvent être pris, sous contrat de 6 mois (il y a à peu près 400 « sous contrat »); ils sont « suivis » par une fiche spéciale avec des points en fonction de leur attitude, de leur conduite. Après ça, ils peuvent être embauchés définitifs. Ce n'est plus 15 jours, mais des mois et des mois à l'essai...

Une division des travailleurs difficile à surmonter

En ce qui concerne la politique « sociale », c'est l'ouverture maximum. Tout juste si la direction ne se dirait pas « pour le socialisme »! Elle fait des réunions de travailleurs pour « voir les problèmes »: la maîtrise reçoit des cours pour ça.

En fait, il y a deux maîtrises: les anciens, vieux, style fermes, durs, et les jeunes, formés aux « relations sociales ».

Enfin, pour ce qui est de l'unité Français-immigrés, ce n'est pas facile. Il y a les problèmes de langue qui ne facilitent pas le dialogue. De plus, les Français sont plutôt au contrôle, aux retouches etc... Il y a donc une séparation « géographique » dans le travail même. Et la direction y veille. Enfin, une bonne partie des immigrés ne sait ni lire ni écrire le français; c'est déjà difficile pour qu'ils comprennent ce qui se passe...

La direction arrive même à opposer, parmi les immigrés, telle nationalité à telle autre.

A Flins, les immigrés sont pas mal syndiqués (suivant la nationalité plutôt dans un syndicat ou dans un autre), et ils ont confiance dans les syndicats (2). Mais, la division syndicale actuelle ne favorise pas l'unité des travailleurs (Français-immigrés ou autres). Et la mobilisation s'en ressent.

Telles sont les conditions dans lesquelles se développe la restructuration à Flins, les formes qu'elle prend et les conséquences pour les travailleurs.

Gilles CARPENTIER

(1) De ce point de vue, l'automatisation peut y contribuer: ce serait surtout le rythme, le débit des machines qui varierait. Il y a aussi le chômage technique, utilisé d'ailleurs avec souplesse: à Flins, les 7 jours n'ont touché ni l'administration, ni les presses, ni l'électrolyse, ni le centre livreur.

(2) Aux dernières élections professionnelles, la CGT a eu 5 500 voix, la CFDT (qui a gagné un siège) 3 500.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
Prénom
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à L'Humanité rouge - BP 201 - 75926 Paris Cedex 19)

Il est de bon ton en cette fin de XXe siècle, à l'aube du troisième millénaire, d'annoncer, non pas la fin du monde, mais la fin de l'histoire, la fin des idéologies et des vieilles utopies au premier rang desquelles nos penseurs placent volontiers le marxisme et l'idéal communiste.

Certains même, qu'on aurait crus plus attachés à l'ordre actuel des choses, se découvrent des âmes de pourfendeurs de tabous. Alors que Don Quichotte du haut de sa Rossinante s'en prenait — avec l'insuccès que l'on sait — aux moulins à

vent, voilà que 5 siècles plus tard, Philippe Baccou et le Club de l'Horloge, s'attaquent, eux, carrément à... un mirage : le mirage égalitaire.

Mais, il serait déplacé, inconvenant même, de mettre sur un même plan l'œuvre immortelle de Cervantès, qui sonnait le glas du féodalisme, et l'essai laborieux de ces messieurs d'une droite qui se dit nouvelle et dont les efforts ne visent qu'à maintenir et renforcer l'emprise d'une bourgeoisie, dont la crise économique révèle chaque jour un peu plus son caractère archaïque.

Ils veulent stimuler l'élite biologique pour dynamiser l'économie

Mais ce «mirage égalitaire» comment nos penseurs de la «Nouvelle droite» le définissent-ils? Que mettent-ils sous le terme d'égalitarisme?

Pour eux «les tenants de l'égalitarisme, quand ils affirment que tous les hommes sont égaux, tentent de faire passer pour un fait incontestable ce qui n'est qu'un jugement de valeur...» Pour les «égalitaristes» dire que tous les hommes sont égaux, cela signifie que les hommes sont tous, ou presque tous, «égaux à la naissance, (...) c'est l'environnement social (milieu familial, classe, mode d'éducation...) qui détermine ce que chaque individu va pouvoir faire de ses aptitudes.» Pour les égalitaristes, toujours selon les auteurs du «Grand Tabou»: «Il suffit de modifier convenablement les conditions de l'environnement pour que les hommes puissent faire fructifier de la même manière leurs aptitudes.» Il faut donc transformer, unifier les conditions économiques et sociales dans lesquelles évoluent les individus. Pour les auteurs du «Grand Tabou», il y a donc «convergences entre les thèses égalitaires et celles des tenants d'une intervention accrue des pouvoirs publics dans l'activité économique et sociale.» Le Club de l'Horloge constate l'apparition «d'un ensemble d'institutions d'essence collective, allant de l'Etat proprement dit et des collectivités territoriales à des organismes de droit privé comme la Sécurité sociale ou les caisses de retraites...» (p. 106). «L'égalitarisme tend à dominer la politique sociale de l'Etat, qui elle-même prend le pas sur les objectifs proprement économiques...» (p. 107). Et voilà «l'apparition du rôle social de l'Etat» dont «la redistribution est la finalité ultime. L'Etat-providence, ce transfère des ressources des uns aux autres; il répartit des biens en fonction des besoins... Les mille facettes de l'activité sociale de l'Etat sont autant de chemins par lesquels l'égalitarisme peut progresser.» Un grave danger pèse sur les citoyens, danger que nous désigne Philippe Baccou et ses acolytes: «Les voies sont multiples qui conduisent de l'égalitarisme à l'improductivité.» Pis que ça, c'est «l'abaissement», «l'abaissement des entreprises», «l'abaissement des hommes», «l'abaissement

de l'Etat» qui guettent «les pays victimes du mirage égalitaire». Autant dire, était-il besoin d'ailleurs de le préciser, que pour le Club de l'Horloge, la France est gravement menacée.

Sur quoi nos énarques du Club de l'Horloge fondent-ils leur critique de ce qu'ils appellent «l'égalitarisme»? Pour eux, les différences entre individus ne viennent pas du tout du milieu. Les hommes naissent différents et donc inégaux, fondamentalement inégaux. «Tout être humain hérite d'un réseau étendu de dispositions génétiques déterminées. Cette structure instinctuelle fondamentale détermine le comportement potentiel de l'adulte.» Et voilà, grâce à la science, la cause est entendue! Dès lors, «il est naturel de penser que les différences de comportement (par exemple, plus ou moins d'agressivité) ou d'aptitudes (par exemple, plus ou moins d'intelligence) sont elles-mêmes liées pour partie à des différences d'ordre biologique.»

Mais comment vouloir rendre égaux des individus biologiquement inégaux, voilà une entreprise vouée à l'échec. Mettre tous les hommes dans les mêmes conditions, mais cela ne peut que pénaliser les meilleurs, les plus aptes qui doivent être stimulés par des compensations. Propager le «mythe de l'égalité» cela n'aboutit qu'à créer une masse d'aigris, de jaloux haineux. Alors que la stimulation des meilleurs ne peut qu'engendrer une saine émulation qui à son tour dynamise l'économie. Au lieu de cela, on assiste (toujours selon Baccou) à un développement sans pareil de «l'Etat-providence» qui écrase d'impôts les contribuables pour redistribuer les revenus à une masse d'assistés fonctionnaires.

Nos «Horlogers» sans doute pressés d'avancer dans leurs propositions pour briser le grand tabou, ne s'attendent pas dans une trop longue démonstration des inégalités d'origine génétiques, d'ailleurs même le voudraient-ils, qu'ils ne le pourraient pas. Ils renvoient à leur précédent ouvrage «La politique du vivant» publié en 1979.

«Eh bien! C'est naturel! Comme Europe 1» vous ré-

A PROPOS DU DERNIER ECRIT DU CLUB DE L'HORLOGE «LE GRAND TABOU»

Ces horlogers inquiétants qui voudraient arrêter le temps ...

Avec la parution récente de son dernier ouvrage «Le Grand Tabou», on peut considérer que le Club de l'Horloge (Nouvelle droite) est passé à la mise en application de ses idées. Fait notable et significatif, lors de la présentation du livre à la presse, on trouvait aux côtés de l'auteur, non pas un penseur, mais un PDG à la retraite. Il s'agit de Jacques de Fouchier (directeur du Trésor en 1942) ex-PDG de la Banque de Paris et des Pays-Bas, première banque française d'affaires qui vient de s'offrir le groupe Empain-Schneider.

«Les idées nouvelles font leur chemin» lançaient les théoriciens de la Nouvelle droite en juillet. En effet, il serait grave de négliger la portée des idées et des théories formulées par Philippe Baccou dans «Le Grand Tabou ou le mirage égalitaire». Le Club de l'Horloge et les intellectuels de la Nouvelle droite n'ont rien d'un cénacle coupé des réalités et qui échaffauderait des idées étherées. Composés d'énarques, de polytechniciens, de hauts fonctionnaires proches des dirigeants de la majorité (UDF, RPR), membres de cabinets ministériels (ceux de Bonnet et Stoléru notamment), les gens de la Nouvelle droite savent que leurs idées ont d'ores et déjà un relais politique au niveau le plus élevé, dans les milieux giscardiens. C'est sur la conception de l'individu qui serait fatalement et héréditairement déterminé par son patrimoine biologique, qu'ils avaient décidé de faire porter leur première grande intervention publique en 1979. Après avoir martelé ce thème deux ans durant, ils en

viennent avec «Le Grand Tabou» à proposer l'application concrète de leurs idées. Au nom de la lutte contre l'égalitarisme, c'est le marxisme qu'ils visent en fait pour avancer des propositions visant à liquider les droits syndicaux, les acquis des travailleurs et à justifier idéologiquement une austerité renforcée. Dans leur ouvrage on trouve, en avant-projet, nombre de mesures du gouvernement pour les années 80. Deux ans après avoir martelé le thème de l'inégalité naturelle des individus, nos théoriciens entendent justifier l'inégalité sociale. Et ce n'est pas Giscard qui les contredira. Ne déclarait-il pas dans la Figaro-Magazine (revue de Hersant, dirigée par la Nouvelle droite) en guise d'ouverture de sa campagne présidentielle: «S'il faut réduire les inégalités excessives, je n'ai jamais été partisan d'une société «égalitarienne» nivelant les conditions de vie...». Aujourd'hui banalisées, les idées et les thèmes de la Nouvelle droite sont devenus pain quotidien dans la bouche des Beullac, Saunier-Seïté, Poniatowski, Lenoir et Stoléru. Les fascistes n'ont plus la nuque rasée, en costume trois pièces et attaché-cas, ils hantent les cabinets ministériels.

Une critique efficace de leurs théories nécessitait de ne pas rester sur le terrain de l'individu comme le font les humanistes. Il fallait replacer leurs allégations par rapport à la lutte des classes. C'est ce que nous allons essayer de faire dans une première partie nécessairement développée. Nous verrons ensuite les applications concrètes de ces idées. Léon CLADEL

Ils utilisent une pseudo-science pour avancer leurs thèses

Avant la Révolution française, les nourrissons trouvaient dans leur berceau soit l'épée du chevalier soit la houe du serf pour le plus grand nombre d'entre eux. Avec tout un cortège de privilèges pour les uns, de corvées, de misères et de faim pour les autres. Puis la Révolution française et la prise de la Bastille sont venues abolir les castes et les privilèges dus à la naissance. Sur le fronton des églises et des mairies on a gravé: «Liberté, Egalité, Fraternité». Et pourtant, deux siècles après la prise de la Bastille on voit encore des exploités de plus en plus riches et des exploités de plus en plus pauvres...

Bien sûr «l'égalitarisme dominant pousse les individus à chercher ailleurs qu'en eux-mêmes les causes de leur état actuel» alors que citant Galton et Jensen, les penseurs du Club de l'Horloge affirment avec superbe: «Les différences génétiques expliquent donc 80% des différences de Q.I (Quotient intellectuel), les 20% restant devant être attribués à l'environnement. Il s'agit là d'un fait incontestable au moins comme ordre de

grandeur...» («La politique du vivant» p. 140). Citation encore de Jensen qui, au terme d'une enquête sur les performances comparées des Noirs et des Blancs aux USA, conclut: «Tous les groupes sociaux ne sont pas également doués dans le domaine intellectuel, et les différences constatées entre eux ne s'expliquent pas uniquement par l'environnement.» On appelle même à la rescousse les travaux de Galton sur les «dynasties de génie!»

Ces affirmations préemptoires sont tirées de travaux les plus contestés, notamment ceux de Galton et ceux de Jensen dans les années 60 aux USA. Lors d'un colloque organisé par le MRAP à l'Unesco, sur le thème «Races, sociétés et aptitudes, apports et limites de la science», le professeur François Jacob, prix Nobel de médecine, posait le problème de l'inné et de l'acquis, de l'intelligence et du milieu avec la rigueur et la modestie

propre au scientifique, combien éloignée des affirmations dogmatiques de nos propagandistes de la «Nouvelle droite». François Jacob met en garde contre les théories dites environnementalistes qui font tout dériver du milieu et de l'éducation niant toute base biologique dans la détermination du comportement, mais aussi contre ceux pour qui l'individu est fatalement et principalement déterminé par son patrimoine génétique et son hérité: «La légende de la table rase voudrait faire croire que les aptitudes de l'homme n'ont rien à voir avec la biologie. (...) L'idée que la biologie ne joue aucun rôle me paraît totalement insoutenable. Comme me paraît insoutenable l'opinion opposée: celle de la fatalité génétique selon laquelle 80 à 90% de nos propriétés, de nos aptitudes seraient purement et simplement génétiquement déterminées et que l'appren-

tissage et le milieu dans lequel l'enfant se développerait n'auraient strictement rien à voir.» Le professeur Jacob dénonce l'attitude qui vise à justifier par des arguments pseudo-scientifiques des affirmations pour le moins singulières: pratique courante du GRECE et des tenants de la Nouvelle droite: «Il est intéressant de noter que certaines idéologies éprouvent le besoin de justifier leur attitude par des données scientifiques. Elles le font d'une manière très particulière. Chaque science a un domaine d'action qui est bien précis, un domaine où elle peut poser les problèmes des hypothèses et les transformer. Il y a aussi des régions où la science ne peut pas faire grand chose. (...) Le but de l'opération est de se justifier dans ces régions qui se situent au-delà des données scientifiques. (...) C'est de cette manière qu'on a voulu justifier l'esclavage pendant des années, de cette manière que le colonialisme a voulu justifier son racisme au cours des derniers siècles, c'est de la même façon que les nazis ont justifié leur génocide, il y a quarante ans. (...) C'est aujourd'hui par le même procédé que l'on voit réapparaître certains discours pseudo-scientifiques.»

Cette hiérarchie, ces inégalités, les «penseurs» du Club de l'Horloge, les situent entre les individus eux-mêmes: «Nous sommes avant tout responsables de nous-mêmes et nous forgeons notre propre destin. En tout domaine, les meilleurs montent la voie à suivre. (...) Mais la logique de l'émulation ne condamne nullement le succès en lui-même. Bien au contraire, il y a lieu de présumer que celui qui réussit le doit à ses propres mérites; et qu'en cas d'échec l'on doit d'abord s'en prendre à soi-même.» p.85 (chapitre intitulé: «L'alibi des aigris»).

Ils discutent sur l'individu pour nier l'existence des classes

Pour ces messieurs, de même que pour les humanistes partisans d'une répartition plus égalitaire, les lois sociales s'expliquent par les mobiles qui guident les actes des individus. La conscience individuelle constitue le point de départ de leur analyse.

Alors que la société n'est pas (comme on l'admet consciemment ou non) une somme arithmétique d'individus isolés. L'activité économique de chaque individu suppose au contraire un milieu social déterminé où les rapports sociaux des différentes économies trouvent leur expression. «Les individus produisant en société, donc la production socialement déterminée, voilà évidemment le point de départ. Le chasseur, le pêcheur particulier, isolé... appartenant à l'imagination sans envergure du XVIIIe siècle.» écrit Marx dans «Introduction à une critique». «La production de l'individu isolé, en dehors de la société... est une absurdité tout aussi grande que d'admettre un développement du langage en l'absence de vie commune et de langage commun des individus.» Marx considère, en effet «le mouvement social comme un processus d'ordre naturel régi par des lois non seulement indépendantes de la volonté, de la conscience et des intentions humaines, mais qui au contraire déterminent leur volonté, leur conscience, leurs intentions.»

Marx écrit dans «Idéologie allemande»: «Le mode de production de la vie ma-

terielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel, en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur existence; c'est au contraire leur existence sociale qui détermine leur conscience.»

La notion d'individu constitue vraiment une donnée de base dans les solutions prônées par les membres du Club de l'Horloge, dans la mesure où ils entendent revenir sur tous les avantages ou droits collectifs attachés par les travailleurs dans leurs luttes: SMIG, droit à la santé, retraite, crèches, gratuité des écoles. Ils entendent individualiser au maximum les augmentations de salaires et «responsabiliser» l'individu en s'assurant volontairement s'il veut être à l'abri de la maladie ou de la vieillesse (cela en plus des cotisations). Le but avoué du discours du Club de l'Horloge est de favoriser le développement des virtualités et donc des inégalités de chacun afin de permettre aux quelques meilleurs de s'élever au-dessus de «la troupe innumérable des médiocres» pour employer une expression de Raymond Aron citée par Baccou. Il s'agit d'obtenir une différenciation maximum des individus dans la société. La notion d'individu, avantage non négligeable, permet d'évacuer facilement celle de classe sociale.

Puisque les individus sont différents et même inégaux, il est donc normal qu'ils perçoivent des revenus inégaux. Relisons «Le Grand Tabou»: «Notre cible, c'est l'idée si commune aujourd'hui que la société doit rendre la plus

égalitaire possible la répartition des richesses, des pouvoirs et d'une foule d'autres avantages.»

La répartition: voilà qui permet d'escamoter les rapports de production et l'exploitation. Nos économistes du Club de l'Horloge s'en tiennent à l'apparence des phénomènes, à la consommation. Mais ces biens,

ces richesses à répartir, à consommer qui les a produits et comment? «La véritable science de l'économie moderne commence seulement là où la réflexion théorique passe du processus de la circulation au processus de production.» (K. Marx «Le Capital» Livre III, première partie, p. 321)

Leur hantise, c'est le socialisme Leur ennemi, c'est le marxisme

A la société dite égalitaire, le Club de l'Horloge oppose «la société solidaire». De quoi s'agit-il, Stoléru est appelé à la rescousse: «Pour les uns, un pays qui est juste, c'est un pays où l'on est parvenu à supprimer la pauvreté; pour les autres, c'est un pays où l'on a réussi à assurer l'égalité; ce qui est très différent puisque l'égalité concerne les deux extrêmes, les pauvres et les riches. (...) Qu'un éventail de richesses plus ou moins grand existe, n'est pas en soi, un facteur d'injustice fondamentale.» Pour ces messieurs, énarques ou polytechniciens, hauts fonctionnaires ou ministres, il vaut mieux «essayer, au bas de l'échelle, de remédier à la situation de certains individus, qui placés dans certaines conditions n'arrivent pas à avoir des ressources suffisantes.» Merci pour les «pauvres», c'est sympa de s'en occuper d'autant plus que, selon les théories des auteurs, les plus pauvres ne doivent pas être particulièrement gâtés par la nature, encore moins par la biologie. Mais selon ce qu'écrit Baccou, on ne peut laisser «les plus démunis en l'état» sous peine de faire courir de gros risques à la société. Un autre économiste, philosophe théoricien, s'est permis de contredire nos penseurs, c'était en 1848, un certain Karl Marx écrivait dans «Le Manifeste du Parti communiste» à propos de la bourgeoisie: «Elle ne peut plus régner, parce qu'elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage, parce qu'elle est obligée de le laisser déchoir au point de devoir le nourrir au lieu de se faire nourrir par lui. La société ne peut plus vivre sous sa domination (...).»

Dans les théories de messieurs Baccou et Stoléru, la «sollicitude aux plus démunis»

«Le prolétariat, dans sa lutte contre la bourgeoisie se constitue forcément en classe... il s'érige par une révolution en classe dominante et, comme classe dominante détruit violemment l'ancien régime de production.» K. Marx («Le Manifeste»). «Le mirage égalitaire» contre lequel M. Baccou nous met en garde serait plutôt le renversement de la bourgeoisie.

En fait, plus que l'égalité, le socialisme réalisera l'appropriation collective des moyens de production par la classe ouvrière qui aura au préalable brisé l'Etat bourgeois. Dans l'«Anti-Dühring», Engels écrit: «L'idée d'égalité est... tout ce que l'on voudra, sauf une vérité éternelle. Si, aujourd'hui, dans l'un ou dans l'autre sens, elle est chose qui va de soi pour le grand public, si elle possède déjà la solidité d'un préjugé populaire, ce n'est pas là l'effet de sa vérité axiomatique, c'est l'effet de sa diffusion universelle et de l'actualité persistante des idées du XVIIIe siècle.»

Peut-on parler d'égalitarisme comme le fait la Nouvelle droite qui en fait une notion fourre-tout et repousser? Dans la première phase du communisme (le socialisme) encore marquée par les «stigmates de l'ancienne société», «le droit du producteur est proportionnel au travail qu'il a fourni; l'égalité consiste ici dans l'emploi du travail comme unité de mesure commune. (...) Ce droit égal est un droit inégal pour un travail inégal. Il ne reconnaît aucune distinction de classe, parce que tout homme est un travailleur comme un autre; mais il reconnaît tacitement l'inégalité des dons individuels et par suite de la capacité de rendement comme des privilèges naturels.» écrit Marx dans la «Critique du programme de Gotha» (p.p. 14 et 15). A égalité de travail et par conséquent de participation au fond social,

«Plus l'égalitarisme imprègne les cœurs, plus la haine sociale est vivace, et plus grande la probabilité que s'instaure un jour un ordre social imposé par la contrainte.» («Le Grand Tabou» p. 104). Quand égalitarisme signifie conscience de classe. On parle même de «Poujadisme pour les salariés» qui peut prendre la forme extrême de «racisme de classe» appelé aussi «classisme qui fait appel aux mêmes pulsions que le racisme ordinaire». Bien sûr, la juste perception par les travailleurs des renversements à opérer pour conquérir le pouvoir, n'a jamais fait l'affaire de ceux qui dirigent l'Etat des monopoles. Alors, on essaie d'abord d'individualiser, et puis de rabaisser par une moralisation de bas étage: «Le plus puissant ressort de l'égalitarisme» serait la «jalousie du voisin». Mais attention danger! «Qu'une société dominée par la logique du ressentiment constitue le terrain idéal pour une perpétuelle guerre sociale, c'est en soi un risque pour la dite société.» Si chacun, au lieu de jalouser son voisin (ou son patron) cherchait en lui-même les causes de son échec...

«L'Etat-providence, ce transfère des ressources des uns aux autres; il répartit des biens en fonction des besoins... Les mille facettes de l'activité sociale de l'Etat sont autant de chemins par lesquels l'égalitarisme peut progresser.» Un grave danger pèse sur les citoyens, danger que nous désigne Philippe Baccou et ses acolytes: «Les voies sont multiples qui conduisent de l'égalitarisme à l'improductivité.» Pis que ça, c'est «l'abaissement», «l'abaissement des entreprises», «l'abaissement des hommes», «l'abaissement

de l'Etat» qui guettent «les pays victimes du mirage égalitaire». Autant dire, était-il besoin d'ailleurs de le préciser, que pour le Club de l'Horloge, la France est gravement menacée.

Sur le fronton des églises et des mairies on a gravé: «Liberté, Egalité, Fraternité». Et pourtant, deux siècles après la prise de la Bastille on voit encore des exploités de plus en plus riches et des exploités de plus en plus pauvres...

Bien sûr «l'égalitarisme dominant pousse les individus à chercher ailleurs qu'en eux-mêmes les causes de leur état actuel» alors que citant Galton et Jensen, les penseurs du Club de l'Horloge affirment avec superbe: «Les différences génétiques expliquent donc 80% des différences de Q.I (Quotient intellectuel), les 20% restant devant être attribués à l'environnement. Il s'agit là d'un fait incontestable au moins comme ordre de

grandeur...» («La politique du vivant» p. 140). Citation encore de Jensen qui, au terme d'une enquête sur les performances comparées des Noirs et des Blancs aux USA, conclut: «Tous les groupes sociaux ne sont pas également doués dans le domaine intellectuel, et les différences constatées entre eux ne s'expliquent pas uniquement par l'environnement.» On appelle même à la rescousse les travaux de Galton sur les «dynasties de génie!»

Ces affirmations préemptoires sont tirées de travaux les plus contestés, notamment ceux de Galton et ceux de Jensen dans les années 60 aux USA. Lors d'un colloque organisé par le MRAP à l'Unesco, sur le thème «Races, sociétés et aptitudes, apports et limites de la science», le professeur François Jacob, prix Nobel de médecine, posait le problème de l'inné et de l'acquis, de l'intelligence et du milieu avec la rigueur et la modestie

propre au scientifique, combien éloignée des affirmations dogmatiques de nos propagandistes de la «Nouvelle droite». François Jacob met en garde contre les théories dites environnementalistes qui font tout dériver du milieu et de l'éducation niant toute base biologique dans la détermination du comportement, mais aussi contre ceux pour qui l'individu est fatalement et principalement déterminé par son patrimoine génétique et son hérité: «La légende de la table rase voudrait faire croire que les aptitudes de l'homme n'ont rien à voir avec la biologie. (...) L'idée que la biologie ne joue aucun rôle me paraît totalement insoutenable. Comme me paraît insoutenable l'opinion opposée: celle de la fatalité génétique selon laquelle 80 à 90% de nos propriétés, de nos aptitudes seraient purement et simplement génétiquement déterminées et que l'appren-

terissage et le milieu dans lequel l'enfant se développerait n'auraient strictement rien à voir.» Le professeur Jacob dénonce l'attitude qui vise à justifier par des arguments pseudo-scientifiques des affirmations pour le moins singulières: pratique courante du GRECE et des tenants de la Nouvelle droite: «Il est intéressant de noter que certaines idéologies éprouvent le besoin de justifier leur attitude par des données scientifiques. Elles le font d'une manière très particulière. Chaque science a un domaine d'action qui est bien précis, un domaine où elle peut poser les problèmes des hypothèses et les transformer. Il y a aussi des régions où la science ne peut pas faire grand chose. (...) Le but de l'opération est de se justifier dans ces régions qui se situent au-delà des données scientifiques. (...) C'est de cette manière qu'on a voulu justifier l'esclavage pendant des années, de cette manière que le colonialisme a voulu justifier son racisme au cours des derniers siècles, c'est de la même façon que les nazis ont justifié leur génocide, il y a quarante ans. (...) C'est aujourd'hui par le même procédé que l'on voit réapparaître certains discours pseudo-scientifiques.»

Cette hiérarchie, ces inégalités, les «penseurs» du Club de l'Horloge, les situent entre les individus eux-mêmes: «Nous sommes avant tout responsables de nous-mêmes et nous forgeons notre propre destin. En tout domaine, les meilleurs montent la voie à suivre. (...) Mais la logique de l'émulation ne condamne nullement le succès en lui-même. Bien au contraire, il y a lieu de présumer que celui qui réussit le doit à ses propres mérites; et qu'en cas d'échec l'on doit d'abord s'en prendre à soi-même.» p.85 (chapitre intitulé: «L'alibi des aigris»).

C'est l'individu et l'activité de l'individu qu'il faut stimuler: «Avec le nivellement des revenus et des fortunes et le développement de l'Etat-providence, disparaissent les principaux stimulants de l'activité individuelle.» Au lieu de stimuler l'activité «l'égalitarisme» favoriserait le «repli sur soi d'individus incolores et pusillanimes», «l'envie, la jalousie du voisin, «les égoïsmes catégoriels», «le racisme de classe», «le classisme» concrétisés par les groupes de pression, les féodalités syndicales.» Pour mettre fin à cet état de chose le Club de l'Horloge préconise de favoriser «le principe inégalitaire, l'éthique de l'effort et de la réussite individuelle.»

Pour ces messieurs, de même que pour les humanistes partisans d'une répartition plus égalitaire, les lois sociales s'expliquent par les mobiles qui guident les actes des individus. La conscience individuelle constitue le point de départ de leur analyse.

Alors que la société n'est pas (comme on l'admet consciemment ou non) une somme arithmétique d'individus isolés. L'activité économique de chaque individu suppose au contraire un milieu social déterminé où les rapports sociaux des différentes économies trouvent leur expression. «Les individus produisant en société, donc la production socialement déterminée, voilà évidemment le point de départ. Le chasseur, le pêcheur particulier, isolé... appartenant à l'imagination sans envergure du XVIIIe siècle.» écrit Marx dans «Introduction à une critique». «La production de l'individu isolé, en dehors de la société... est une absurdité tout aussi grande que d'admettre un développement du langage en l'absence de vie commune et de langage commun des individus.» Marx considère, en effet «le mouvement social comme un processus d'ordre naturel régi par des lois non seulement indépendantes de la volonté, de la conscience et des intentions humaines, mais qui au contraire déterminent leur volonté, leur conscience, leurs intentions.»

Marx écrit dans «Idéologie allemande»: «Le mode de production de la vie ma-

terielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel, en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur existence; c'est au contraire leur existence sociale qui détermine leur conscience.»

La notion d'individu constitue vraiment une donnée de base dans les solutions prônées par les membres du Club de l'Horloge, dans la mesure où ils entendent revenir sur tous les avantages ou droits collectifs attachés par les travailleurs dans leurs luttes: SMIG, droit à la santé, retraite, crèches, gratuité des écoles. Ils entendent individualiser au maximum les augmentations de salaires et «responsabiliser» l'individu en s'assurant volontairement s'il veut être à l'abri de la maladie ou de la vieillesse (cela en plus des cotisations). Le but avoué du discours du Club de l'Horloge est de favoriser le développement des virtualités et donc des inégalités de chacun afin de permettre aux quelques meilleurs de s'élever au-dessus de «la troupe innumérable des médiocres» pour employer une expression de Raymond Aron citée par Baccou. Il s'agit d'obtenir une différenciation maximum des individus dans la société. La notion d'individu, avantage non négligeable, permet d'évacuer facilement celle de classe sociale.

Puisque les individus sont différents et même inégaux, il est donc normal qu'ils perçoivent des revenus inégaux. Relisons «Le Grand Tabou»: «Notre cible, c'est l'idée si commune aujourd'hui que la société doit rendre la plus

égalitaire possible la répartition des richesses, des pouvoirs et d'une foule d'autres avantages.»

La répartition: voilà qui permet d'escamoter les rapports de production et l'exploitation. Nos économistes du Club de l'Horloge s'en tiennent à l'apparence des phénomènes, à la consommation. Mais ces biens,

ces richesses à répartir, à consommer qui les a produits et comment? «La véritable science de l'économie moderne commence seulement là où la réflexion théorique passe du processus de la circulation au processus de production.» (K. Marx «Le Capital» Livre III, première partie, p. 321)

Peut-on parler d'égalitarisme comme le fait la Nouvelle droite qui en fait une notion fourre-tout et repousser? Dans la première phase du communisme (le socialisme) encore marquée par les «stigmates de l'ancienne société», «le droit du producteur est proportionnel au travail qu'il a fourni; l'égalité consiste ici dans l'emploi du travail comme unité de mesure commune. (...) Ce droit égal est un droit inégal pour un travail inégal. Il ne reconnaît aucune distinction de classe, parce que tout homme est un travailleur comme un autre; mais il reconnaît tacitement l'inégalité des dons individuels et par suite de la capacité de rendement comme des privilèges naturels.» écrit Marx dans la «Critique du programme de Gotha» (p.p. 14 et 15). A égalité de travail et par conséquent de participation au fond social,

«Plus l'égalitarisme imprègne les cœurs, plus la haine sociale est vivace, et plus grande la probabilité que s'instaure un jour un ordre social imposé par la contrainte.» («Le Grand Tabou» p. 104). Quand égalitarisme signifie conscience de classe. On parle même de «Poujadisme pour les salariés» qui peut prendre la forme extrême de «racisme de classe» appelé aussi «classisme qui fait appel aux mêmes pulsions que le racisme ordinaire». Bien sûr, la juste perception par les travailleurs des renversements à opérer pour conquérir le pouvoir, n'a jamais fait l'affaire de ceux qui dirigent l'Etat des monopoles. Alors, on essaie d'abord d'individualiser, et puis de rabaisser par une moralisation de bas étage: «Le plus puissant ressort de l'égalitarisme» serait la «jalousie du voisin». Mais attention danger! «Qu'une société dominée par la logique du ressentiment constitue le terrain idéal pour une perpétuelle guerre sociale, c'est en soi un risque pour la dite société.» Si chacun, au lieu de jalouser son voisin (ou son patron) cherchait en lui-même les causes de son échec...

«L'Etat-providence, ce transfère des ressources des uns aux autres; il répartit des biens en fonction des besoins... Les mille facettes de l'activité sociale de l'Etat sont autant de chemins par lesquels l'égalitarisme peut progresser.» Un grave danger pèse sur les citoyens, danger que nous désigne Philippe Baccou et ses acolytes: «Les voies sont multiples qui conduisent de l'égalitarisme à l'improductivité.» Pis que ça, c'est «l'abaissement», «l'abaissement des entreprises», «l'abaissement des hommes», «l'abaissement

de l'Etat» qui guettent «les pays victimes du mirage égalitaire». Autant dire, était-il besoin d'ailleurs de le préciser, que pour le Club de l'Horloge, la France est gravement menacée.

Sur le fronton des églises et des mairies on a gravé: «Liberté, Egalité, Fraternité». Et pourtant, deux siècles après la prise de la Bastille on voit encore des exploités de plus en plus riches et des exploités de plus en plus pauvres...

Bien sûr «l'égalitarisme dominant pousse les individus à chercher ailleurs qu'en eux-mêmes les causes de leur état actuel» alors que citant Galton et Jensen, les penseurs du Club de l'Horloge affirment avec superbe: «Les différences génétiques expliquent donc 80% des différences de Q.I (Quotient intellectuel), les 20% restant devant être attribués à l'environnement. Il s'agit là d'un fait incontestable au moins comme ordre de

grandeur...» («La politique du vivant» p. 140). Citation encore de Jensen qui, au terme d'une enquête sur les performances comparées des Noirs et des Blancs aux USA, conclut: «Tous les groupes sociaux ne sont pas également doués dans le domaine intellectuel, et les différences constatées entre eux ne s'expliquent pas uniquement par l'environnement.» On appelle même à la rescousse les travaux de Galton sur les «dynasties de génie!»

Ces affirmations préemptoires sont tirées de travaux les plus contestés, notamment ceux de Galton et ceux de Jensen dans les années 60 aux USA. Lors d'un colloque organisé par le MRAP à l'Unesco, sur le thème «Races, sociétés et aptitudes, apports et limites de la science», le professeur François Jacob, prix Nobel de médecine, posait le problème de l'inné et de l'acquis, de l'intelligence et du milieu avec la rigueur et la modestie

propre au scientifique, combien éloignée des affirmations dogmatiques de nos propagandistes de la «Nouvelle droite». François Jacob met en garde contre les théories dites environnementalistes qui font tout dériver du milieu et de l'éducation niant toute base biologique dans la détermination du comportement, mais aussi contre ceux pour qui l'individu est fatalement et principalement déterminé par son patrimoine génétique et son hérité: «La légende de la table rase voudrait faire croire que les aptitudes de l'homme n'ont rien à voir avec la biologie. (...) L'idée que la biologie ne joue aucun rôle me paraît totalement insoutenable. Comme me paraît insoutenable l'opinion opposée: celle de la fatalité génétique selon laquelle 80 à 90% de nos propriétés, de nos aptitudes seraient purement et simplement génétiquement déterminées et que l'appren-

terissage et le milieu dans lequel l'enfant se développerait n'auraient strictement rien à voir.» Le professeur Jacob dénonce l'attitude qui vise à justifier par des arguments pseudo-scientifiques des affirmations pour le moins singulières: pratique courante du GRECE et des tenants de la Nouvelle droite: «Il est intéressant de noter que certaines idéologies éprouvent le besoin de justifier leur attitude par des données scientifiques. Elles le font d'une manière très particulière. Chaque science a un domaine d'action qui est bien précis, un domaine où elle peut poser les problèmes des hypothèses et les transformer. Il y a aussi des régions où la science ne peut pas faire grand chose. (...) Le but de l'opération est de se justifier dans ces régions qui se situent au-delà des données scientifiques. (...) C'est de cette manière qu'on a voulu justifier l'esclavage pendant des années, de cette manière que le colonialisme a voulu justifier son racisme au cours des derniers siècles, c'est de la même façon que les nazis ont justifié leur génocide, il y a quarante ans. (...) C'est aujourd'hui par le même procédé que l'on voit réapparaître certains discours pseudo-scientifiques.»

C'est l'individu et l'activité de l'individu qu'il faut stimuler: «Avec le nivellement des revenus et des fortunes et le développement de l'Etat-providence, disparaissent les principaux stimulants de l'activité individuelle.» Au lieu de stimuler l'activité «l'égalitarisme» favoriserait le «repli sur soi d'individus incolores et pusillanimes», «l'envie, la jalousie du voisin, «les égoïsmes catégoriels», «le racisme de classe», «le classisme» concrétisés par les groupes de pression, les féodalités syndicales.» Pour mettre fin à cet état de chose le Club de l'Horloge préconise de favoriser «le principe inégalitaire, l'éthique de l'effort et de la réussite individuelle.»

Pour ces messieurs, de même que pour les humanistes partisans d'une répartition plus égalitaire, les lois sociales s'expliquent par les mobiles qui guident les actes des individus. La conscience individuelle constitue le point de départ de leur analyse.

Alors que la société n'est pas (comme on l'admet consciemment ou non) une somme arithmétique d'individus isolés. L'activité économique de chaque individu suppose au contraire un milieu social déterminé où les rapports sociaux des différentes économies trouvent leur expression. «Les individus produisant en société, donc la production socialement déterminée, voilà évidemment le point de départ. Le chasseur, le pêcheur particulier, isolé... appartenant à l'imagination sans envergure du XVIIIe siècle.» écrit Marx dans «Introduction à une critique». «La production de l'individu isolé, en dehors de la société... est une absurdité tout aussi grande que d'admettre un développement du langage en l'absence de vie commune et de langage commun des individus.» Marx considère, en effet «le mouvement social comme un processus d'ordre naturel régi par des lois non seulement indépendantes de la volonté, de la conscience et des intentions humaines, mais qui au contraire déterminent leur volonté, leur conscience, leurs intentions.»

Marx écrit dans «Idéologie allemande»: «Le mode de production de la vie ma-

terielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel, en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur existence; c'est au contraire leur existence sociale qui détermine leur conscience.»

La notion d'individu constitue vraiment une donnée de base dans les solutions prônées par les membres du Club de l'Horloge, dans la mesure où ils entendent revenir sur tous les avantages ou droits collectifs attachés par les travailleurs dans leurs luttes: SMIG, droit à la santé, retraite, crèches, gratuité des écoles. Ils entendent individualiser au maximum les augmentations de salaires et «responsabiliser» l'individu en s'assurant volontairement s'il veut être à l'abri de la maladie ou de la vieillesse (cela en plus des cotisations). Le but avoué du discours du Club de l'Horloge est de favoriser le développement des virtualités et donc des inégalités de chacun afin de permettre aux quelques meilleurs de s'élever au-dessus de «la troupe innumérable des médiocres» pour employer une expression de Raymond Aron citée par Baccou. Il s'agit d'obtenir une différenciation maximum des individus dans la société. La notion d'individu, avantage non négligeable, permet d'évacuer facilement celle de classe sociale.

Puisque les individus sont différents et même inégaux, il est donc normal qu'ils perçoivent des revenus inégaux. Relisons «Le Grand Tabou»: «Notre cible, c'est l'idée si commune aujourd'hui que la société doit rendre la plus

égalitaire possible la répartition des richesses, des pouvoirs et d'une foule d'autres avantages.»

La répartition: voilà qui permet d'escamoter les rapports de production et l'exploitation. Nos économistes du Club de l'Horloge s'en tiennent à l'apparence des phénomènes, à la consommation. Mais ces biens,

Mais on aurait tort de prendre le « Grand Tabou » pour un recueil d'élucubrations moralisantes, bâti sur le commandement : « Tu ne seras pas jaloux de ton voisin ». Cet ouvrage constitue un véritable manifeste en faveur du libéralisme économique, visant à limiter l'intervention de l'Etat (pour ce qui est des transferts sociaux) afin d'autre part de renforcer cette intervention

dans le sens d'une concentration maximum des monopoles.

Ces réponses à la crise, on les retrouve chez Thatcher en Angleterre, Reagan aux USA, en France avec Barre, mais aussi Chirac. On ne saurait dire de Longuet, auteur du rapport sur la fonction publique, ou du Club de l'Horloge, lequel des deux s'est inspiré de l'autre.

Ils préconisent la baisse des salaires et la suppression de la législation sociale

En 1930, les gouvernements bourgeois avaient pris des mesures différentes de celles préconisées et mises en place aujourd'hui. Roosevelt de 33 à 37 avait organisé de grands travaux, des allocations avaient été distribuées. Bref l'Etat avait accru son intervention pour tenter d'apaiser la lutte des travailleurs en accordant quelques miettes. Il semble, à l'inverse, que l'Etat se désengage pour laisser jouer la concurrence et le jeu du marché. Les patrons sont libérés de charges sociales et lorsque l'Etat intervient c'est pour s'attaquer aux droits chèrement acquis par les travailleurs et pour aider les monopoles capitalistes à investir.

Ces messieurs qui apparemment s'en tiennent à la répartition, ne peuvent manquer d'aborder le problème de l'« entreprise » pour préconiser des mesures qui vont dans le sens d'une réduction des salaires, d'un abaissement des coûts de production et de la suppression d'une législation sociale jugée trop contraignante.

Nos économistes qui sont très observateurs ont remarqué que depuis 1976 se dessinait une tendance à la création d'entreprises (Dix mille par an).

Il s'agit pour les grands trusts, bien sûr, de rejeter

« le maximum d'activités vers la périphérie des entreprises, là où le degré de protection et de rigidité sociale est plus faible. » tout en conservant en fait la maîtrise économique de la production. Cela dans le but d'infléchir « le poids croissant des contraintes bureaucratiques », « la pression égalitaire des syndicats ». De même « certaines réglementations sociales pourraient être assouplies », « le nouvel entrepreneur devrait avoir de plus larges possibilités d'utilisation et de renouvellement des contrats à durée déterminée ». (p. 211). Trois pages plus loin, il est question d'un « assouplissement du contrôle administratif des licenciements ». Au lieu d'assister les canards boiteux « ne conviendrait-il pas à cet égard de supprimer complètement la procédure d'autorisation, qui ne subsiste aujourd'hui que pour les licenciements collectifs et dont les inconvénients psychologiques sont sans commune mesure avec les avantages réels ? ». Comme il fallait s'y attendre, Baccou s'élève contre la « FONCTIONNARISATION croissante des individus » sur des « critères formels d'ancienneté » et non « sur des résultats » avec une « notation perfectionnée de l'individu où la sanction des erreurs est rarissime »...

Ils veulent liquider ce qu'ils nomment les « féodalités syndicales »

Dans l'entreprise, Baccou préconise une « différenciation maximum », comprenez aussi par là division maximum. Page 220, il cite l'exemple d'une grande entreprise de la région parisienne où « tout ce qui touche à la gestion du personnel est confié dans une large mesure, aux cadres et à la maîtrise. La part des augmentations générales de salaires est réduite au minimum et les responsables des niveaux intermédiaires ont à répartir une masse salariale importante convertie en mesures individuelles. » Dans l'entreprise de M. Baccou, les problèmes doivent être traités au niveau le plus bas, surtout pas de revendication collective. Régions tout d'homme à homme avec l'agent de maîtrise.

Page 208 : « Le point essentiel est ici que la diffusion des valeurs de l'entreprise et des règles du jeu du marché longtemps entravées

par l'action des contre-pouvoirs syndicaux, par la mythologie antilibérale et antipatronale fermement imprégnée dans les mentalités redonne aujourd'hui possibilité. » Il faut pour cela (dans l'optique de Baccou) battre en brèche « les contre-pouvoirs syndicaux » qui ne sont que des « pouvoirs d'empêcher ». Après avoir évoqué les « féodalités syndicales », nos droitiers (pas très nouveaux) écrivent : « L'action des groupes de pression apparaît comme un très puissant facteur de création d'injustice » (au détriment de ces chers patrons !). Mais le plus grave est que « l'égalitarisme compromet la croissance de la productivité » (p. 150). De toute façon « la fonction du marché est de créer l'inégalité (...). L'entreprise est le lieu par excellence où se manifestent les inégalités de pouvoir entre capital et travail. »

Nos ardents défenseurs de

CES HORLOGERS INQUIETANTS QUI VOUDRAIENT ARRETER LE TEMPS ...

Quand les théories de la nouvelle droite deviennent attaques concrètes contre les travailleurs

la libre entreprise risquent d'avoir à en découdre avec les organisations syndicales des travailleurs, s'ils tentent d'appliquer leurs projets par ailleurs amorcés, non seulement dans les prévisions du Ville Plan et dans le rapport Longuet, mais surtout dans les décrets sur la Sécurité sociale, et dans le nouveau Code pénal. Dans ce sens les membres du Club de l'Hor-

loge invoquent, appellent de tous leurs vœux une « société solidaire » pour remplacer la « société égalitaire ». Une solidarité des travailleurs avec leurs exploités qui permettrait de supprimer les charges sociales à la charge des patrons donc de diminuer le salaire indirect, le tout permettant aux patrons d'augmenter leurs profits et leurs capacités d'investissement.

Ils veulent faire table rase des acquis, ils appellent ça société solidaire

Mais examinons un peu cette fameuse « solidarité » : page 257 : « La solidarité envers les éléments défavorisés d'une société, ceux que la maladie, l'infirmité, l'âge rendent incapables à une survie par leurs seuls moyens n'est pas une donnée intangible. » on ne peut plus clair sur le style de solidarité à promouvoir. Pour ceux qui n'auraient pas compris, nos horlogers se font plus précis : « Conserver des êtres improductifs est un luxe de sédentaire dans une économie où des surplus existent. » Dans la « société solidaire » le sort de chacun dépend de ses talents et de son comportement. (p. 240) pas du tout de la lutte collective pour des droits et des revendications. « Une société solidaire n'a pas pour but d'accorder à n'importe qui le droit à n'importe quoi. » (p. 270). Voilà qui promet surtout au regard du système actuel que les horlogers trouvent trop laxiste ! Ils ont des idées sur tous les chapitres.

La santé : pour ce qui est de la santé, il faut, toujours selon Baccou, redonner vigueur au principe d'assurance, cela signifie distinguer « aide minimale due à tous » et « ce qui doit relever de la responsabilité individuelle ». « Il convient de prévoir différents types de régimes selon la nature des risques pris en charge, avec une différen-

des travailleurs sont remis en question dans le « Grand Tabou ». Même le SMIG, si modeste soit-il ne trouve pas grâce à leurs yeux. Son réajustement provoque toujours une réaction en chaîne des autres revenus et cause de l'inflation. Même le logement : « Le financement du logement social a contribué, selon Baccou, à créer une rente de situation pour les occupants des HLM. » qui « malgré la progression des revenus se sont incrustés dans des logements à bas loyers. » Voilà les HLM transformées par la baguette magique de Baccou en autant de Bastilles de privilégiés dont il ne faut pas laisser pierre sur pierre.

Sur bien des points les avis du Club de l'Horloge sont proches de ceux des « Nouveaux économistes », notamment sur le « resserrement de l'éventail des revenus ». Pour eux, il n'est pas question « d'augmenter les bas revenus » en effet « à un moment donné, plus le revenu d'une personne est élevé, plus le pourcentage de ce revenu consacré à l'épargne est important. » si « l'éventail des revenus se resserre : de l'argent va être enlevé à des gros épargnants et distribué à des

personnages qui épargnent peu ou pas. » (p. 178). En effet, les titulaires de bas revenus l'affectent à la consommation. « Le taux d'épargne est d'autant plus fort que le revenu est plus élevé. » « Une politique égalitariste des revenus contrarie l'ajustement de l'épargne et de l'investissement. » Dans la même optique, Baccou, comme les nouveaux économistes, remet en cause l'impôt (si peu) progressif sur le revenu. Page 246 : « La progressivité pénalise la réussite sous divers angles et décourage les éléments les plus dynamiques. » L'impôt actuel, selon Baccou, pénalise l'épargne et les fournis qui amassent pour distribuer un surplus à des cigales qui dilapident en un clin d'œil de l'argent qui aurait pu être investi.

Au lieu de l'impôt progressif le Club de l'Horloge préconise tout simplement une augmentation du taux de la TVA et sa généralisation.

Pour accentuer le dynamisme autant renforcer la différenciation des individus les plus doués et par exemple mettre fin à une gratuité scolaire qui égalise et pénalise les meilleurs.

Leur grand dessein : assurer la survie de la race blanche

Si de telles mesures s'avèrent nécessaires, c'est que « le pouvoir politique issu du suffrage universel doit être suffisamment fort pour faire prévaloir les impératifs de survie démographique de la nation et de justice sociale sur les intérêts particuliers de féodalités syndicales ou administratives dépourvues de légitimité élective. »

Peut être ne le saviez-vous pas, mais la nation est menacée d'extinction du fait de l'affaiblissement, du ramollissement d'individus assistés, fonctionnarisés par un état providence bureaucraté. Il faut donc une politique de la famille. On comprend mieux le terme de « survie démographique de la Nation ». Si l'on se reporte au précédent livre du Club de l'Horloge : « La politique du vivant », à la page 153, on peut lire : « Le malthusianisme des Romains était tel que, dès le IIIe siècle après J-C la population de souche ne devait pas dépasser 20% de la population totale de la ville : c'est le « Rome n'est plus dans Rome » de Sertorius... Cet exemple fourni par l'histoire, et qui est loin d'être unique, devrait servir aux peuples européens, d'avertissement dans la crise qu'ils traversent aujourd'hui. Si sa population continue de s'effondrer tandis que les peuples du Tiers Monde connaissent une démographie galopante, l'Europe ne maintiendra plus longtemps sa civilisation spécifique. » Traduisez civilisation par impérialisme, ça aide à comprendre. Pour la Nouvelle droite, il est courant de passer d'impérialisme à civilisation et de civilisation à race blanche, qui elle-même — en supposant qu'une telle race

existe — est taxée de supériorité sur les autres « races ». Travail, Famille, Patrie : la boucle est bouclée. Sous le prétexte de lutte contre un malthusianisme qui aurait jadis causé la chute de Rome sous les assauts des hordes barbares (aujourd'hui assimilées au Tiers Monde), nos Baccou et compagnie lancent un appel à l'effort pour la démographie et la famille. La seule voie pour la survie démographique passe par la suppression des prestations qui tiennent compte du revenu. Seul sera soutenu désormais le nombre d'enfants. « Le deuxième salaire élève le niveau d'aspiration du couple et le coût d'opportunité de l'enfant. » (p. 291). « Les hausses de salaires féminins ont un puissant effet négatif sur le taux de fécondité. » (p. 291). Concluez en vous-même, qu'il y a incompatibilité entre travail salarié et maternité. Il faudrait donc développer le travail à temps partiel et le salaire parental à partir d'un certain nombre d'enfants et tant que ceux-ci sont en bas âge. Autant supprimer crèches, centre aérés, garderies créés au seul profit des « égoïstes » qui travaillent. Par ailleurs, autant fonder primes de rentrée, allocation logement, allocation déménagement dans les allocations familiales afin d'en faire profiter ceux qui ont beaucoup d'enfants. (Façon déguisée de supprimer des acquis pourtant minces). Il faut que vous sachiez qu'un célibataire qui gagne 2 500,00 francs par mois est plus riche (et il l'ignore) qu'un père de trois enfants qui gagne 8 500,00 francs.

7 ANS DE CULTURE A LA SAUCE GISCARDIENNE

PASSEISME, CHAUVINISME ET CONSENSUS

Monsieur Giscard d'Estaing se pique de littérature : interrogé par la presse à l'occasion de la campagne électorale, il avoue être grand lecteur de Flaubert et regrette tout à la fois que ses fonctions ne lui permettent pas de s'adonner à un de ses violons d'Ingres : l'écriture. C'est pourtant sous son règne et par le biais du décret Monory que les prix du livre ont été libérés. Monsieur est aussi grand amateur de cinéma, il doit souhaiter tout le bien possible aux sociétés de production et de distribution puisque c'est à ce cinéphile, qui ne voit pas moins de 10 films par mois, que nous devons la libération du prix des places de cinéma. Quant au budget de la culture, c'est un budget peau-de-chagrin de 0,48%. Le rapport sur les options du VIII^e Plan ne mentionne le mot culture qu'au détour d'une phrase, au chapitre du « Cadre de vie » à propos de « l'innovation sociale et culturelle » sans plus de développement.

Le prix élevé des livres, celui des places de cinéma ne sont bien entendu pas les seuls obstacles à l'accès des travailleurs à la culture. Les conditions de travail, les conditions de vie, l'exploitation capitaliste constituent dans ce sens un frein des plus importants. Durant le septennat de Giscard, les travailleurs ont vu fondre leur pouvoir d'achat et se dégrader leurs conditions de travail, sans parler des chômeurs purement et simplement rejetés de la vie active. Non seulement les travailleurs ont des difficultés à accéder à la culture du fait des freins culturels (connaissances, références qu'on ne leur a pas permis d'acquérir au cours d'une scolarité écourtée); mais aussi et surtout, le contenu de cette culture leur est étranger, n'a rien à voir



Bernard-Henri Lévy dans les salons de la haute, côté idées, Thierry Le Luron sur le petit écran des salles à manger de HLM : le salonard et le guignol pour le même consensus...



avec ce qu'ils vivent dans leurs quartiers, dans les entreprises. Cette culture dominante s'oppose par son contenu aux intérêts des travailleurs.

Avec Giscard, la concentration des moyens d'information et de culture : presse, cinéma, édition, n'a fait que se renforcer aggravant de ce fait la censure économique, la censure la plus sournoise.

Il faut savoir qu'un Français sur trois et un ouvrier sur deux ne lisent jamais aucun livre. 80% des livres édités sont lus par 20% de la population. La libération du prix des livres, la concentration de Matra et de Hachette sous la houlette de Giscard, n'ont fait que renforcer ce phénomène.

Côté cinéma, l'exemple est éloquent : loisir populaire jusque dans les années

60, le cinéma se trouve maintenant réservé à un public de cinéphiles cultivés appartenant principalement aux classes moyennes. Les ouvriers ne représentent que 10 à 12% du public actuellement, alors qu'ils en représentaient 34% en 1962. Et encore, faut-il préciser que les travailleurs fréquentant les salles sont aux 3/4 des jeunes de moins de 25 ans. Bien sûr, les quartiers huppés concentrent, depuis la fermeture des cinémas de quartier, le maximum de salles au kilomètre-carré. A Paris les Champs-Élysées comptent autant de salles que les Xe, XI^e, XII^e et XX^e arrondissements réunis. Créteil, préfecture du Val-de-Marne (département de 1 million d'habitants à très forte proportion ouvrière) n'a qu'une salle de 300 places.

Avec Beullac qui n'a que le mot élite à la bouche, les conditions d'enseignement se sont particulièrement dégradées lésant au premier chef les enfants des milieux populaires. Postes d'enseignants supprimés, fermetures de classes sont venues aggraver les conditions d'étude des enfants de travailleurs. Les élèves d'origine immigrés, quant à eux, n'ont même pas les possibilités d'apprendre leur langue d'origine. Dès le départ s'effectue ainsi une ségrégation culturelle vis-à-vis des travailleurs, ségrégation qui s'est vue renforcée sous le septennat de Giscard.

LES SPONSORS

Progressivement les maisons de la Culture et les centres d'art dramatique se voient menacés dans leur existence même. L'Etat suspend sa contribution pour se décharger sur les collectivités locales (municipalités, conseils régionaux). On parle de faillite pour la maison de la Culture du Havre, de

menaces de fermeture sur celles de Grenoble et de Rennes. Il faut dire que le contenu de leurs activités ne va pas toujours dans le sens souhaité par Giscard et Lecat (ministre de la Culture). Notre diamantaire (c'est aussi une forme d'art) a tout fait pour encourager les grosses firmes à parrainer des manifestations culturelles. Lyon dont le député est Raymond Barre, a innové en la matière. Le récent festival de jazz, entre autres, était financé par la marque de disques FCM. Decaux, Calberson et Gillette-France vont participer à l'organisation du premier festival Berlioz. Voilà qui va singulièrement réduire les possibilités de critiques, déjà limitées, de la part des artistes vis-à-vis de la société.

LA CULTURE A L'HEURE DU CONSENSUS

Un des sommets du septennat en matière culturelle, fut l'année 1980, décrétée année du Patrimoine. A travers cette année du Patrimoine (mot qui désigne l'héritage du père, les liens de famille) les Français étaient appelés à retrouver leurs racines communes. Des racines qui plongent dans un passé rural harmonieux et prospère. Il s'agissait du patrimoine de « la France profonde » telle que doit la rêver Giscard dans son château d'Othon. Dans ce passé pas de famine, pas d'exploitation, pas de luttes; mais les bons vieux métiers du vannier, du forgeron, du laboureur, les travaux et les jours dans une société immuable et proche de la nature éternelle. Il faut dire que l'avenir, Giscard préfère qu'on n'y pense pas trop (2 millions et demi de chômeurs officieusement prévus pour 85) alors on se tourne vers un passé idyllique et rural sans barricades, sans Commune, sans ou-

vriers. L'exposition « Hier pour Demain » organisée avec faste en 1980 rappelait par bien des aspects d'autres manifestations du temps des heures sombres de Vichy quand la « réconciliation nationale » et le « retour à la terre » étaient des slogans officiels.

Giscard ne déclarait-il pas le 31 décembre 1980 : « Ce n'est pas de l'optimisme mais de la confiance dans un pays que j'aime et que je respecte, une confiance qui vient du plus profond de notre sang et qui se respire avec l'odeur de notre terre. » Réconciliation, consensus, deux maîtres mots de la culture à l'heure de Giscard. Qu'on se souvienne du feuilleton télévisé « Blanc-Bleu-Rouge » qui présentait les hobereaux bretons et les chouans comme des victimes de la Révolution française. « L'ensorcelée », téléfilm programmé récemment donnait la même vision de 1789. L'année 80 a été marquée, toujours à la télévision, par des téléfilms à la gloire du colonialisme, notamment en Algérie, sans parler de la série de Michel Droit sur l'« Empire » (colonial). Le Tiers Monde et la classe ouvrière sont singulièrement absents du cinéma et de la télévision giscardiens. Par ailleurs, on a assisté sous le septennat de Giscard, à une banalisation, notamment dans le domaine artistique, de tout ce qui a trait au nazisme. C'est Heller, le censeur de la Propagandastaffel au moment de l'occupation, qui se retrouve l'invité d'« Apostrophes », c'est le sculpteur d'Hitler, Arno Brecker qui est invité à exposer à Beau-bourg.

Dans le même temps, on présente les intellectuels engagés aux côtés de la classe ouvrière comme des exaltés entrés en religion. Est-il besoin de rappeler que c'est en 1976, sous le règne de Giscard, que s'est manifesté le courant des nouveaux philosophes, première grande offensive contre le marxisme. S'appuyant sur l'exemple de l'URSS devenue social-impérialiste, les Gluksman, Bernard-Henri Lévy et Benoist martelaient le slogan : Marxisme impliqué goulag. Une fois le terrain préparé, nouvelle offensive, trois ans plus tard, de la part de la Nouvelle droite pour réintroduire des idées tirées de la propagande nazie. Sous une forme édulcorée, des plunitifs proches des milieux gouvernementaux développent les thèmes du racisme biologique, d'une hiérarchie sociale génétique. Sept ans de Giscard, sept ans de censure et d'anesthésie sournoises, au profit d'une attaque sans précédent contre le marxisme pour préparer le terrain, sur le plan de la culture et des idées, aux attaques anti-ouvrières.

Léon CLADEL

ELEPHANT MAN

de David Lynch

John Merrick est né difforme. John Merrick est un « monstre ». Sa mère, alors qu'elle était enceinte de quatre mois, a été renversée par un éléphant. Voilà le pourquoi. Explication pseudo-scientifique qui semble satisfaire les sommités d'un XX^e siècle débutant. (Imaginez qu'elle ait été renversée par une voiture de pompier... il aurait eu des problèmes avec la grande échelle). Trêve de plaisanterie, « Elephant man » c'est l'histoire vraie, à peine romancée, d'un jeune anglais affligé de difformités dues à une maladie congénitale au nom barbare, la neurofibromatose. Maladie sans rémission à l'époque et toute aussi incurable aujourd'hui, d'ailleurs.

Etre doux et sans défense (N'allez pas suspecter un mauvais jeu de mot...), John a échoué sur le rivage d'un monde sordide. Sous la coupe d'un « propriétaire » qui, s'il n'arbore aucune difformité physique, s'en trimbale un bon paquet du côté cervelle. Parmi d'autres « monstres », plus classiques ceux-là (femme à barbe, sœurs-siamoises, femme-serpent, etc...), il est une vedette du frisson à un penny, réduit au rang de phénomène de foire. Cette « vie », il la connaît pendant 20 ans. Jusqu'au jour où le docteur Treves, éminent chirurgien londonien, le découvre et l'arrachera à cet enfer. Dans cet univers à la Dickens, entre l'hypocrisie d'une bourgeoisie guindée, style rococo, et les quolibets d'un sous-prolétariat braillard et aviné, le soleil ne brillera que quelques rares moments pour John.



Un univers restitué par une magnifique image noir et blanc grainée comme une photo ancienne. C'est admirablement interprété. Les difformités de l'homme-éléphant en sont comme effacées, une étrange lueur intérieure adoucit ses traits. Par delà la pitié, la compassion, après avoir digéré la boule qui vous obstrue la gorge, la question principale reste. David Lynch s'il cherchait à démontrer que par delà les apparences les monstres ne sont pas toujours ceux qu'on croit, a réussi. Le carcan d'une éducation qui nous incite à classer les hommes sur leurs apparences physiques, à juger normal ou anormal tel ou tel en vertu de critères, de normes qui n'ont qu'un lointain rapport avec une vision scientifique du monde... n'est-ce pas la une monstruosité? Un carcan qui fait surgir des monstres antédiluvien là où il n'y a que des êtres humains. Les cendres des bûchers du Moyen-Age, malgré les progrès fantastiques de la science, obscurcissent encore nos cerveaux...

Claude DHALLUIN

TELE RENDEZ-VO

Mardi 28 avril - A 2 - 20h40
LES DOSSIERS DE L'ECRAN :
LES MERES : AU TRAVAIL OU A LA MAISON ?

Introduit par le film « Va voir maman, papa travaille » qui n'a qu'un lointain rapport avec le travail des femmes, le débat porte sur un sujet crucial : le travail au féminin ou plutôt le chômage au féminin. Récemment Chotard, président de la commission sociale du CNPF, proposait que, à l'instar du Japon, on enlève les femmes des statistiques du chômage. Cela ferait certainement fondre les statistiques, si l'on sait que en 79 et 80, le nombre de femmes ayant perdu un emploi a augmenté de 17,8%. Le nombre de jeunes chômeuses n'ayant pas encore travaillé s'est accru de plus de 30,4% : 374 000 jeunes chômeuses contre 198 000 chômeurs de moins de 25 ans. Ceci explique que dans un concert unanime, patrons et ministres déniaient aux femmes le droit au travail et les poussent soit à rentrer chez elles, ou bien les incitent au travail à temps partiel. Stoléru, quant à lui, propose de relancer le travail à domicile : économie de locaux, de syndicat, travail aux pièces... Bref, que des avantages!

On ne connaît pas encore la liste des invités à ce débat. Il faut espérer qu'Antenne 2 n'aura pas oublié les représentants de la CGT et de la CFDT.

Pour en savoir plus sur ce problème, on peut se reporter au N° 1231 de L'Humanité rouge (8 au 14 janvier 1981) qui comporte un dossier sur les femmes et le travail.

PEROU

PREMIERES EXPERIENCES ELECTORALES
DU PARTI COMMUNISTE DU PEROU

Trois millions de chômeurs réels (un seul avoué officiellement) sur une population de 18 millions, une inflation galopante. Répression vis-à-vis des mineurs, des paysans expropriés et qui revendiquent des terres. Dégradation des conditions de vie générale s'étendant aux enseignants et intellectuels. C'est cela le Pérou de 1980.

Le pouvoir se voit alors amené à ouvrir, bon gré mal gré, un processus démocratique et procède à des élections. Le Parti communiste du Pérou, décide de mettre à profit cet « espace démocratique ». A l'initiative de la création du Front « UNIR » (Union de la gauche révolutionnaire), il décide de porter aussi, et pour la première fois, la lutte sur le terrain électoral, tant aux élections générales (en mai), qu'aux municipales de novembre 1980.

C'est à propos de cette expérience que nous avons questionné un membre du Comité central de ce parti.

■ Comment avez-vous été amené à envisager la création du Front « UNIR » et quel est son objectif ?

Il s'est agi pour nous de profiter au maximum des possibilités légales pour faire avancer la conscience politique des masses et les organiser dans la recherche d'une alternative. Les élections représentent à nos yeux une forme de lutte à condition de contribuer à développer l'action révolutionnaire des masses, de permettre l'accumulation des forces, de préparer l'instauration d'un gouvernement révolutionnaire par la voie armée. Notre parti qui apporte de longue date sa contribution aux luttes populaires, accorde aujourd'hui une importance particulière à la défense des droits démocratiques et des conditions de vie. Clandestin, il a décidé de remplir l'espace démocratique qui s'est ouvert, en affectant des militants à un travail légal de front. Il s'est coordonné avec d'autres forces politiques pour mettre sur pied « UNIR » dont l'ambition est de gagner tout un éventail de gens qui se prononcent pour un Pérou indépendant, démocratique, prospère, libre de la domination impérialiste, de l'oppression des grands propriétaires et grands bourgeois. « UNIR » ne se borne pas à la tactique électorale mais a aussi pour objectif l'organisation des masses dans une perspective stratégique anti-impérialiste et démocratique.

■ Quels ont été les résultats obtenus sur le plan électoral à proprement parler ?

Les campagnes, meetings, etc... comme les résultats obtenus aux élections de mai et novembre ont montré qu'« UNIR » constitue désormais aussi bien une force politique qu'une force électorale importante au sein de la gauche. Aux élections générales de mai où la gauche a subi dans l'ensemble un reflux important, « UNIR » a recueilli 5% des suffrages, obtenu quatre députés et deux sénateurs. Notre camarade Horacio Zevallos Gamez, secrétaire général du SUTEP (Syndicat unique des travailleurs de l'Education du Pérou) a été ainsi élu député. Sur la base de cette expérience « UNIR » s'est attachée à unifier le maximum de secteurs de gauche en vue des municipales de novembre 1980. La « Gauche unie » s'est présentée sur une plate-forme de lutte pour la démocratie, le bien-être populaire et la souveraineté nationale. Elle a remporté 33% des votes, à peu près 1300 maires et conseillers municipaux, détiennent la mairie de la deuxième ville du Pérou et 11 conseillers municipaux sur 38 à Lima, la capitale. Plus de la moitié des votes (60%) se sont portés sur des représentants d'« UNIR » qui confirme ainsi sa place de force principale au sein de la gauche.

■ Comment ont été utilisées les positions acquises et quels problèmes rencontrez-vous dans cette première expérience ?

A la Chambre des députés et au Sénat, nous nous faisons les porte-paroles des revendications les plus aiguës des masses. Nos représentants ont présenté des projets de loi concernant les libertés, les salaires, etc. Nous informons les travailleurs de ces projets et des obstacles qu'y oppose la droite majoritaire. Nous expliquons au gens que ceux qu'ils ont élu au Parlement agissent dans ce cas à l'encontre de leurs intérêts. Notre action parlementaire nous permet ainsi de renforcer notre travail au sein des masses.

L'activité municipale ne peut permettre l'amélioration des conditions de vie et des salaires, du chômage, qui sont du ressort du gouvernement central. Mais elle se mène plus au contact des masses et on parvient dans certains cas à réaliser des choses utiles dans le cadre municipal. Il est important que les travailleurs voient quelque utilité dans le fait d'avoir des élus dans les municipalités. Quand leurs revendications dépassent le cadre des compétences municipales, les élus luttent alors au côté de la population contre le pouvoir central. De cette façon, le peuple en vient à comprendre qu'il s'agit d'un problème non de personnes mais de pouvoir, qu'il y a quelque avantage à contrôler les municipalités, mais qu'il faut en venir à contrôler le pouvoir d'Etat.

■ Quelles sont vos premières conclusions ?

Nous pensons être engagés dans la bonne voie avec cette expérience nouvelle à condition de s'appuyer sur les masses, de ne pas faire de promesses qu'on ne puisse tenir, d'obtenir des réalisations mêmes limitées. Mais ce travail ne constitue pas notre axe central. Nous le concevons comme contribuant à l'axe principal qu'est l'accumulation de forces par notre action dans les masses, visant à les éduquer et à les préparer dans la perspective de prise du pouvoir par la lutte armée.

POLOGNE

DES MILLIERS
DE COMMUNISTES
EN LUTTE
POUR LEUR IDEAL

Parti des usines, le mouvement populaire polonais a maintenant largement gagné les structures du parti, à tous les échelons, comme en témoigne la réunion du 15 avril à Torun de membres du parti appartenant aux nouvelles « structures horizontales ».

Que le mouvement en faveur du renouveau trouve un écho grandissant dans le parti au pouvoir, n'a rien d'étonnant puisqu'un tiers des communistes polonais sont en même temps syndiqués à Solidarité et que, comme le reste du peuple, ils ont subi les conséquences tragiques de la politique impulsée par l'équipe précédente : hausse des prix, manque des produits alimentaires, répression, exportation des richesses du pays. Force est de constater contre toute analyse schématique que la ligne de démarcation en Pologne ne passe pas entre le parti pris en bloc et le peuple, mais plutôt entre le « Club des propriétaires de la Pologne populaire » (selon l'expression des grévistes de septembre) et tous les autres qui trinquent pour les premiers.

Et au sein du parti, beaucoup considèrent que les « forces anti-socialistes » comme dit Moscou, ce sont justement les membres de cette couche privilégiée de bureaucrates et de dirigeants, accrochés à leurs positions, prêts à appeler l'armée soviétique à l'aide pour les préserver. Voici d'ailleurs ce que déclarait un représentant de Wrocław à la réunion de Torun : « La politique du comité central n'est pas con-

forme aux idéaux des membres. (...) Cette force antisocialiste dont on nous parle toujours, nous la voyons dans le parti lui-même : c'est celle qui a amené le pays à la ruine. (...) Nos idéaux valent la peine de nous battre, et il faut en persuader les militants pour arriver à la renaissance du parti conformément à l'intérêt vital du pays. »

Cette volonté de transformer le parti de l'intérieur pour le rendre conforme à l'idéal communiste auquel sont sincèrement attachés la grande masse de ses membres, est attestée par le contenu de la déclaration adoptée à l'issue de la réunion de Torun : critique de la commission de préparation du Congrès qui ne tient pas compte des souhaits de la base, volonté d'éliminer de la direction du parti ceux qu'on appelle les « durs », c'est-à-dire les représentants de la couche privilégiée, exigence que les fonctionnaires du parti relevés de leurs fonctions démissionnent du comité central et soient remplacés par des militants ouvriers, envoi d'un document « à l'intention des partis frères pour expliquer la situation réelle du parti et de l'Etat polonais », etc... D'autres exigences comme la modification des statuts

et la reconnaissance des structures horizontales sont sans doute plus discutables, mais n'oublions pas que le centralisme démocratique a été constamment bafoué par la direction du parti pendant des dizaines d'années, ce qui explique la méfiance de nombreuses cellules à l'égard du fonctionnement traditionnel d'un parti communiste.

En définitive, la question que chacun se pose à l'issue de la réunion de Torun est celle-ci : peut-on par un changement de direction authentiquement transformer de l'intérieur un parti qui a appliqué pendant tant d'années une politique contraire à l'idéal communiste ? Cette question a, bien sûr, été discutée à Torun comme en témoigne cette déclaration d'un militant : « Un parti qui a mené le pays à une telle crise devrait normalement quitter le pouvoir, mais puisque c'est évidemment impossible, il faut le changer. »

La couche des privilégiés dont les intérêts coïncident avec ceux de Moscou acceptera-t-elle sans broncher de se voir ainsi décapitée ? Revenir à l'idéal communiste, comme le demandent tous les militants honnêtes du POUP, ne signifierait-il pas l'arrêt de mort de cette couche ? Ce serait bien sûr inacceptable pour elle comme pour Moscou.

Claude LIRIA

USA

Cent soixante mille mineurs américains sont toujours en grève après la rupture des négociations avec le patronat, vendredi 17.

Outre de substantielles augmentations de salaires (plus 36%), les mineurs réclament entre autres, la limitation du temps de travail le samedi et une augmentation des retraites. Cette grève est d'autant plus importante que c'est la première attaque contre les diminutions du budget social, préconisées par Reagan — ces diminutions visaient par exemple, les allocations versées aux silicosés.

Les réactions patronales contre les grévistes ne se sont pas faites attendre : trois dirigeants syndicalistes ont été blessés par balles par les milices privées patronales.

IRLANDE DU NORD

Dans le contexte de la grève de la faim entreprise par des prisonniers nord-irlandais pour obtenir le statut de prisonniers politiques, les manifestations qui marquent chaque année la semaine

de Pâques, ont été particulièrement massives et violentes. Deux jeunes de 18 ans ont été tués, écrasés par des véhicules de l'armée britannique lancés à toute vitesse contre les manifestants.

Et il faut s'attendre à un regain de tension au cas où Bobby Sands (élu député d'Irlande du Nord) qui a reçu vendredi 17, les derniers sacrements, mourrait des suites de sa grève de la faim.

A Paris, le Comité de défense des prisonniers politiques irlandais et la Fédération internationale des Droits de l'homme ont exprimé leur « indignation devant le refus de l'ambassade de Grande-Bretagne de recevoir 13 délégations d'organisations humanitaires, de défense des droits de l'homme et syndicales qui s'étaient rendues sur place pour exprimer leur solidarité. »

LIBAN

L'artillerie israélienne à longue portée a bombardé dimanche 19 et lundi 20 avril deux grandes villes du Liban : Tyr et Saïda.

Les bombardements israéliens auxquels

s'étaient associées les milices d'extrême-droite libanaises, ont été particulièrement meurtriers à Saïda — plusieurs dizaines de morts. Le premier ministre libanais les a qualifiés d'« agression barbare », ajoutant qu'« Israël et ses agents étaient à l'origine de tous les maux ».

CAMBODGE

Venant de Corée du Nord, le prince Sihanouk est arrivé à Pékin pour quelques semaines où il doit de nouveau rencontrer le dirigeant du Kampuchea démocratique, Khieu Samphan.

Cette rencontre fait suite à celle qui avait déjà eu lieu à Pyongyang pour mettre sur pied un front uni patriotique contre l'occupation vietnamienne du Cambodge.

Après cette première rencontre, Sihanouk avait déclaré son hostilité à une entente avec les « Khmers rouges » si ceux-ci n'acceptaient pas la dissolution de leurs forces armées après le retrait des troupes vietnamiennes. Mais dernièrement, il est revenu sur cette exigence, ce qui laisse entrevoir la possibilité d'une coopération.

ALGERIE

Tournée du président Chadli pour l'unité africaine

Le président algérien Chadli Bendjedid a effectué au cours de la première quinzaine d'avril un périple de 24 000 kilomètres dans 11 pays d'Afrique. Affirmation du caractère africain de la République algérienne, cette tournée révèle l'orientation que les dirigeants algériens veulent donner à leur action dans le Tiers Monde.

Après avoir joué un rôle décisif dans les années 70, — résolution pacifique du premier conflit Iran-Irak, convocation du sommet des non-alignés d'Alger — la diplomatie algérienne semblait ensuite s'orienter vers des liens privilégiés avec les pays dits progressistes du Tiers Monde.

Le « triangle Hanoi-Cuba-Alger » dont on parlait il y a quelques années semble aujourd'hui être abandonné au profit d'un retour aux conceptions originelles du non-alignement et de la solidarité du Tiers Monde. Le voyage du président Chadli se situe clairement comme une riposte aux tentatives de division des peuples d'Afrique. S'adressant au président tanzanien, Chadli Bendjedid précisait : « Ceci me conduit à vous faire partager aujourd'hui l'inquiétude que suscite en nous l'évolution actuelle en Afrique, elle-même reflète accentuée de la situation dans le monde, qui nous met au seuil d'une ère de tension que nous croyons définitivement révolue.

« Alors que tous nos efforts dans le cadre africain comme dans celui des pays non-alignés, tendaient à mettre l'Afrique à l'abri de toute entreprise de quadrillage géo-politique et d'intégration dans la mouvance des puissances, nous voyons s'affirmer une tendance malsaine, parfois entretenue en Afrique même, à poser les problèmes africains ou inter-africains en terme de confrontation entre l'Est et l'Ouest. » (...)

« Toute l'Afrique doit ainsi, pour honorer les principes qu'elle s'est elle-même fixés, se refuser obstinément aux alliances militaires avec des puissances extra-africaines. Car ce serait accroître les dangers pour la paix, la sécurité et son indépendance là où elle croit les préserver le mieux. De tels recours déclencheront la ruine de l'Afrique et signifieraient sa fin comme entité vers laquelle tendent les espérances d'unité et de solidarité de tous les peuples africains. »

Trois groupes de pays ont été visités : les pays de la « ligne de front » face à l'Afrique du Sud, des pays de l'Océan Indien, et trois pays situés au sud-ouest de l'Algérie.

Cette étape a permis au président algérien de proposer à ses interlocuteurs « des solutions africaines aux problèmes africains ». En ce qui

concerne la lutte contre l'apartheid :

« Ce serait alors une grave démission de l'Afrique qui a su secouer toutes les tutelles coloniales, de laisser, en prenant prétexte des rapports de tension dans le monde, ses propres problèmes lui échapper et être posés en dehors d'elle et sans elle.

« Ce serait là une faillite de l'Afrique qui se verrait de nouveau dessaisie de la maîtrise de son destin : les décisions qui la concernent prises ailleurs et les stratégies qui l'impliquent établies en dehors d'elle.

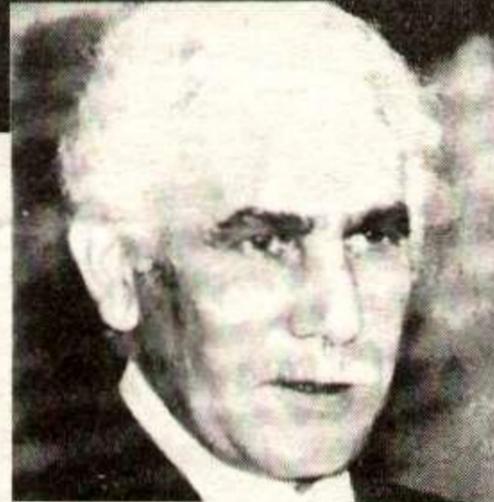
« L'Afrique, comme pour ses luttes passées, doit d'abord et toujours ne compter que sur elle-même et puiser son énergie dans le génie propre de ses peuples pour résoudre ses problèmes, consolider son indépendance et s'affirmer dans le monde comme un partenaire à part entière, ses capacités résident en elle et nulle part ailleurs. »

En ce qui concerne l'Océan Indien : le communiqué commun signé à Madagascar souligne « qu'après un examen de manière détaillée de la situation dans l'Océan Indien, les deux parties ont dénoncé la concentration massive d'armements, de flottes de guerre et redéploiement de bases militaires qui constituent une menace à la paix et la sécurité dans la région ainsi qu'à l'indépendance... des Etats riverains ».

Le président algérien a réaffirmé le principe de l'OUA de respect de l'intangibilité des frontières issues de la colonisation.

« Les conflits frontaliers, et les guerres qui sont suscitées sur cette base, constituent une des grandes menaces, car ils tendent à pérenniser les conditions de la déstabilisation de l'Afrique, donc à perpétuer son affaiblissement et rendre illusoirs toutes ses chances d'accéder au progrès et au développement.

« Sur le plan de sa sécurité, si l'Afrique s'engage dans une voie aussi dangereuse, il n'y aura au bout que l'embrassement général. Mener une guerre de frontière au-



jourd'hui entre pays africains c'est commettre un crime contre l'Afrique toute entière. »

Ces principes ne restent pas lettre morte, puisque d'un commun accord les commissions mixtes chargées du barrage entre l'Algérie et le Niger, et l'Algérie et le Mali, sont chargées de mener leurs travaux dans les meilleurs délais.

DIALOGUE SUD-SUD

Enfin face au blocage des relations entre pays développés et Tiers Monde, le président algérien a précisé :

« Nous ne devons pas attendre que les négociations Nord-Sud progressent pour s'engager effectivement dans

la promotion d'une coopération fructueuse et mutuellement profitable entre les pays Sud-Sud. Bien qu'elle ne doit pas être interprétée comme un préalable ou une solution de rechange à la dimension Nord-Sud du dialogue, la coopération Sud-Sud doit être reconnue pour ce qu'elle est réellement : une dimension fondamentale du nouvel ordre économique international. »

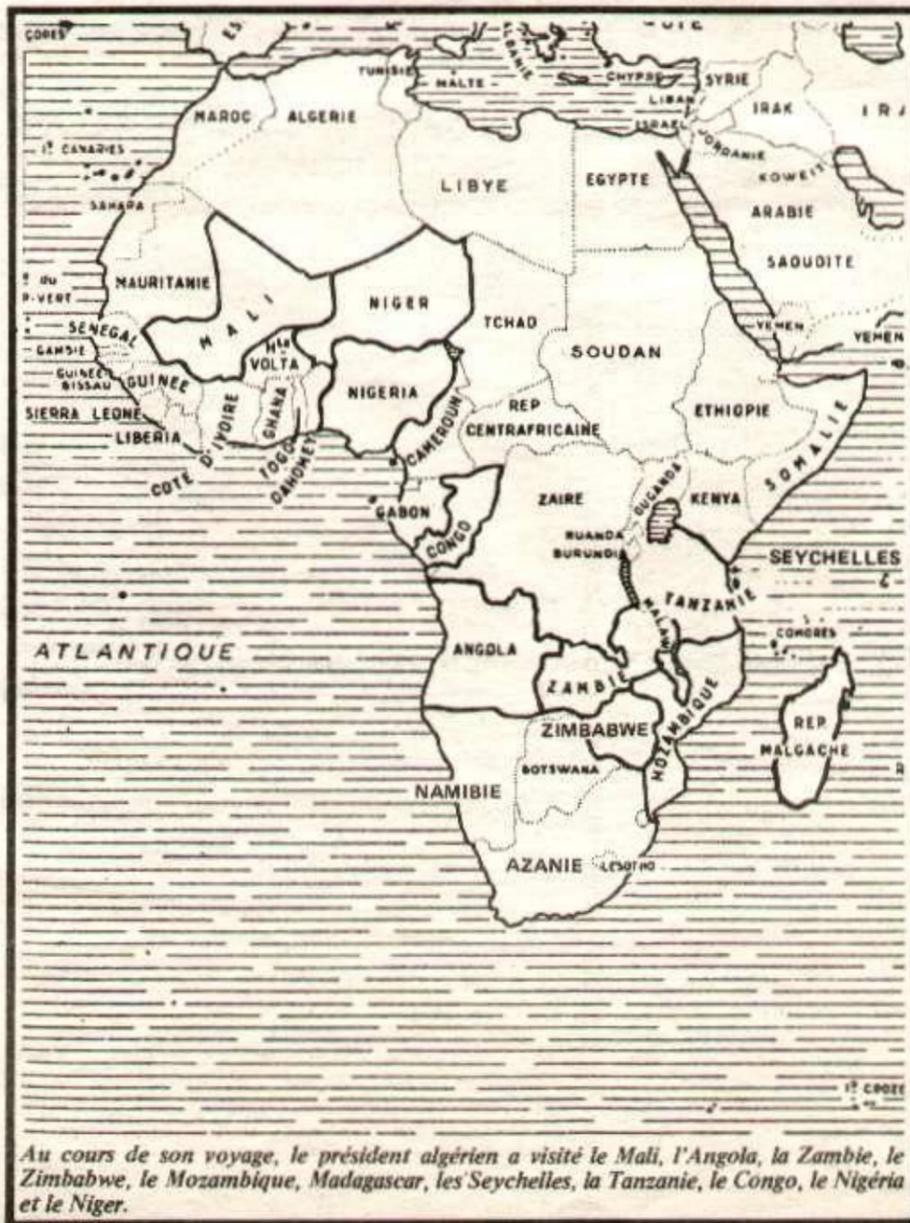
L'éditorialiste du journal *El Moudjahid* rendait compte le 13 avril de l'écho suscité par les propositions algériennes :

« Il est tout aussi révélateur de la similitude des préoccupations et des aspirations : les pays africains, quelle que soit la démarche suivie pour le développement socio-économique interne, affrontent les mêmes difficultés, se posent les mêmes questions et expriment la même volonté de trouver des solutions adéquates et plus précisément des solutions africaines. Ce n'est pas une vision théorique que de vouloir unir dès aujourd'hui les capacités africaines, échanger nos expériences, et trouver ensemble des solutions africaines aux problèmes africains. »

Ce voyage ouvre donc des perspectives sérieuses pour l'avenir de l'Afrique, pour ce continent secoué par les conflits, par les interventions diverses. Si l'Algérie jette son poids dans la balance de l'unité africaine, elle sera certainement entendue. Un des premiers pays libéré par les armes du continent africain, l'Algérie a été une terre d'asile et un point d'appui pour les mouvements de libération qui aujourd'hui sont à la tête de pays comme le Zimbabwe ou le Mozambique. Ces liens de solidarité combattante peuvent permettre aujourd'hui à l'Afrique de ressouder son unité.

« Une même expérience de souffrances et de luttes a façonné un même type d'homme africain décidé à triompher des défis du développement qui, comme ceux que nous lançait l'opresseur d'hier, se posent partout en des termes identiques. » (*El Moudjahid*).

Hervé DASTAR



Au cours de son voyage, le président algérien a visité le Mali, l'Angola, la Zambie, le Zimbabwe, le Mozambique, Madagascar, les Seychelles, la Tanzanie, le Congo, le Nigeria et le Niger.

MEETING DU PARTI COMMUNISTE MARTINICAIS

Le PCM (Parti communiste martiniquais) tenait le vendredi 17 avril au soir à l'AGECA un meeting placé sous le signe de l'élection présidentielle en France (le PCM a appelé pour cette élection, et pour la première fois, à « l'abstention militante » refusant d'« entrer dans la cuisine de la direction de la politique française »). Ce meeting était organisé par la section immigration du PCM, nouvellement créée pour mieux œuvrer, dans l'immigration martiniquaise, au développement de la conscience nationale : information sur les luttes, la répression en Martinique ; participation à la lutte de la classe ouvrière en France ; travail à l'unité des forces anticolonialistes des Antilles.

Participait à ce meeting, un membre du Bureau politique du PCM. Il a notamment expliqué la position adoptée par le dernier congrès du PCM qui a clairement inscrit son mot d'ordre d'« autonomie démocratique et populaire » dans la perspective de la « pleine souveraineté du peuple martiniquais, de l'indépendance de la Martinique ».

Il a également parlé de la situation économique. Par exemple, la production de sucre est tombée à 7% de ce qu'elle était en 1965. Les 4 500 tonnes produites suffisent à combler à peine 40% de la consommation en Martinique !

Cette régression économique fait que plus de 37% de la population en âge de travailler est en chômage total ou partiel, et cela ne fait qu'empirer. Les travailleurs martiniquais qui ne bénéficient que dans une très faible mesure et depuis seulement quelques mois de la législation sur l'indemnisation du chômage (à peine un chômeur sur 10) sont ainsi contraints d'accepter des conditions de salaires, de travail absolument terribles (surtout les femmes) ou de s'expatrier : 7 000 partent chaque année en France où ils sont actuellement près de 100 000, soit le tiers du peuple martiniquais !

Dans le même temps, Français (et autres Européens) qui s'installent en Martinique tiennent tous les leviers de commande, trouvent sans peine logement, travail pour l'épouse... Ils sont 30 000 actuellement originaires d'Europe. Sur les plages, les Martiniquais se sentent de moins en moins chez eux. Une grande part des enseignants sont français...

Tout cela, ajouté aux informations venues de l'ensemble de la Caraïbe, de l'Amérique latine, constitue le ferment du développement de la conscience nationale, de la lutte anticoloniale, à laquelle l'impérialisme français répond par la répression, la violence, les procès.

● Voilà deux ans les dirigeants vietnamiens ont lancé leurs divisions contre le Kampuchea, sous des motifs successifs d'ailleurs différents, violant ainsi l'intégrité territoriale de ce pays, la souveraineté nationale de son peuple, son indépendance et sa liberté.

Depuis lors, pour imposer au peuple khmer l'occupation, ils lui ont infligé des souffrances indiscutables. Beaucoup l'ont payé de leur vie.

Quel est votre point de vue sur cette agression et cette occupation et que pensez-vous de l'exigence du retrait des troupes d'occupation et de l'application des résolutions 34/22 et 35/6 de l'ONU?

Le PCML a depuis de nombreuses années, été sensible aux problèmes qu'a connus ce pays qui, jaloux de son indépendance, n'a ménagé ni les efforts ni les sacrifices pour la conserver. C'est ainsi que nous avons apporté, dès 1970, notre soutien au FUNK puis au GRUNK, tout comme à la RDVN et au GRP, dans leur lutte commune contre l'impérialisme américain.

La victoire acquise le 17 avril 1975 a été pour nous une grande joie et la justification qu'un peuple même petit peut triompher d'un impérialisme de la taille des USA, pourvu qu'il soit animé de profonds sentiments de justice, d'indépendance et de liberté.

Dès 1975 s'engagera alors la reconstruction du pays détruit à près de 80% dans son potentiel matériel et à près de 15% dans sa chair, ses hommes, ses femmes, ses enfants.

Nous avons suivi avec attention, et même admiration les efforts engagés par le gouvernement issu de la libération. Au cours d'un voyage qu'une délégation de notre parti effectua en septembre 1978, nous avons pu constater de visu, les efforts de tout un peuple tendus dans un même élan pour remettre sur pied le pays, pour la satisfaction de ses besoins vitaux. Alimentation, santé, logement, patrioisme, indépendance et non-alignement, tels ont été les soucis principaux du gouvernement du Kampuchea démocratique. «Avec de l'eau on a du riz, avec du riz on a tout» était un des mots d'ordre principaux qui reflète bien les préoccupations d'alors.

Ainsi, les cicatrices des cinq milles tonnes de bombes américaines déversées quotidiennement sur le Cambodge, s'effaçaient-elles grâce à l'effort gigantesque d'un petit peuple de 8 millions d'habitants.

Aujourd'hui, nous continuons de penser que les objectifs rapidement évoqués étaient fondamentalement justes, même s'il y a eu d'une part des erreurs et des excès, et d'autre part des conditions internes et externes qui ont gêné leur mise en œuvre, et ont été utilisés pour une intense campagne antisocialiste et anticambodgienne.

En tout cas, pour notre part, nous récusons nettement les accusations de «criminels sanguinaires, de «foux furieux»,... portés contre Pol Pot, Ieng Sary,

et les autres dirigeants du Kampuchea démocratique, et de «génocide» contre leur politique.

Nous pensons qu'il appartient au peuple khmer et à ses vrais amis d'établir, dans un processus qui est d'ailleurs déjà engagé, la vérité historique sur cette période de 44 mois.

Rappelons encore de ce voyage, que nous en avions rapporté les images de la première agression vietnamienne de décembre 77-janvier 78.

C'est pourquoi, dès le retour de notre délégation, nous avons lancé une campagne d'amitié avec le Kampuchea démocratique, et de sensibilisation sur le danger pressant d'une nouvelle agression.

Hélas, une campagne d'une ampleur démesurée et dont on a rarement vu atteindre une telle violence, a largement été mise à profit par les dirigeants vietnamiens.

Dès le jour de l'agression, nous avons donc pris position contre cette atteinte à l'intégrité territoriale et à l'indépendance nationale du Kampuchea démocratique, et à la souveraineté nationale de son peuple.

Aujourd'hui encore, nous ne cessons de dénoncer les exactions des troupes de Hanoï, et toutes les manœuvres des dirigeants vietnamiens pour faire accepter le fait accompli, comme par exemple la venue en France d'une soi-disant «délégation culturelle», ou la tenue de pseudo-élections au Kampuchea. En conséquence, nous demandons l'application des résolutions des Assemblées générales de l'ONU de 1979 et 1980, et notamment le retrait des troupes d'occupation et la tenue d'une conférence internationale sur ce problème.

Voilà pour ce qui concerne la première de vos questions.

● Quelle politique mettriez-vous en œuvre, si vous étiez élu, vis-à-vis des forces patriotiques qui constituent aujourd'hui la résistance à l'occupation étrangère? Quelles mesures concrètes prendriez-vous à leur égard?

En ce qui concerne la résistance patriotique, ma position et celle de mon parti, est de soutenir l'ensemble des forces patriotiques et des organisations qui les représentent. C'est ainsi que notre soutien va au gouvernement légal du Kampuchea démocratique, au Front national de libération nationale du Kampuchea (FNLPK), au Moulinaka et même aux différents groupes indépendants de plus faible importance. Nous approuvons tous ceux qui combattent les occupants vietnamiens. Certes, ces organisations ne sont pas sur le même plan, ne disposent pas des mêmes forces, les forces armées du gouvernement du Kampuchea démocratique étant de 50 000 hommes, celles du FNLPK de 5 000, les autres plus faibles. Mais le principal, c'est pour nous la volonté d'indépendance, la volonté de lutte contre l'occupant, et c'est cela que nous soutenons dans les différentes forces patriotiques.

● Quelle attitude adopteriez-vous vis-à-vis de l'administration mise en place par les dirigeants vietnamiens?

Il va sans dire que pour notre part, l'administration Heng Samrin ne représente absolument rien, sinon l'étranger, au Kampuchea. Elle a été mise en place par la force par les dirigeants vietnamiens, et elle doit être mise au ban de la Communauté internationale, quels que soient les artifices de légitimité dont elle puisse se parer.



Le PCML et la question du Cambodge

En réponse à une lettre adressée aux candidats à l'élection présidentielle de 1981 par le Mouvement solidarité Cambodge, Pierre Bauby a exprimé les réponses du Parti communiste marxiste-léniniste aux questions qui lui étaient posées.

C'est aussi pourquoi nous pensons que le gouvernement de notre pays devrait fournir une aide pas seulement en parole, mais une aide matérielle à toutes les organisations patriotiques, sans discrimination, sans choisir, pour des raisons politiques ou idéologiques partiales, de manière exclusive. Il s'agit de la vie même d'un peuple et de sa liberté. Et si toutes les forces patriotiques se développent, c'est une bonne chose pour le Cambodge. C'est cela le principal.

● Quelle attitude adopteriez-vous vis-à-vis de l'administration mise en place par les dirigeants vietnamiens?

Il va sans dire que pour notre part, l'administration Heng Samrin ne représente absolument rien, sinon l'étranger, au Kampuchea. Elle a été mise en place par la force par les dirigeants vietnamiens, et elle doit être mise au ban de la Communauté internationale, quels que soient les artifices de légitimité dont elle puisse se parer.

● Quelle politique et quelles mesures adopteriez-vous vis-à-vis de la République démocratique du Vietnam?

Les dirigeants vietnamiens, quant à eux, nourrissent l'ambition de réaliser une «Fédération indochinoise», sur le modèle de l'ancienne Indochine française, qui serait placée sous leur direction absolue. Il s'agit donc bien d'un hégémonisme régional qui tente de réaliser ses plans d'annexion et d'expansion. Aussi on est en droit de se demander jusqu'où les dirigeants de Hanoï seront capables d'aller, et de partager les inquiétudes des pays de l'ASEAN quant à leur sécurité propre, et donc aux menaces sur la paix dans la région.

Il faut en effet, considérer que les dirigeants vietnamiens ne sont pas seuls. Ils bénéficient du soutien actif des dirigeants soviétiques, qui ont pour leur part des visées hégémoniques sur le plan mondial, comme le prouvent leurs différentes activités et agressions dans toutes les parties du monde,

l'Erythrée et l'Afghanistan n'étant que les plus significatives. Il est d'ailleurs à remarquer que c'est seulement quelques mois après la signature d'un «pacte d'assistance et de coopération» avec l'URSS et son entrée dans le COMECON que le Vietnam a perpétré son forfait.

Aussi, nous estimons que le gouvernement de notre pays doit cesser toute aide et toute coopération sur les plans économique et culturel, qui est et sera utilisée par le gouvernement vietnamien pour ses visées agressives contre les peuples et contre la paix. Penser que ces relations peuvent servir de pression et faire obstacle aux Soviétiques est totalement illusoire. Par contre, on peut constater avec l'exemple de la coopération à propos des temples d'Angkor comment elles sont utilisées par Hanoï pour réaliser sa politique du fait accompli.

● Le peuple cambodgien, du fait de la présence étrangère sur son sol, a besoin de l'aide humanitaire

internationale. Pouvez-vous nous préciser la nature de l'aide que vous envisageriez et selon quelles modalités?

En ce qui concerne l'aide humanitaire, nous pensons qu'elle doit être maintenue et non diminuée. Mais nous pensons aussi que cette aide internationale, qui est nécessaire pour faire obstruction à la politique d'extermination vietnamienne, doit être équilibrée. Il serait discriminatoire que la population qui vit dans les zones non contrôlées par les Vietnamiens en soit exclue. D'autre part, elle doit être contrôlée. Il est en effet prouvé qu'une partie importante de l'aide a été utilisée par les occupants et l'administration Heng Samrin, quand elle n'a pas été tout simplement acheminée dans un Vietnam en proie aux pires difficultés alimentaires.

Nous préconisons donc que des moyens soient mis en œuvre pour effectuer la distribution et le contrôle par les organismes humanitaires internationaux, avec la supervision de l'ONU.

● Quelle position prendriez-vous lors des prochaines réunions des instances internationales sur ces questions —notamment sur la question de la représentation de ce pays à l'ONU?

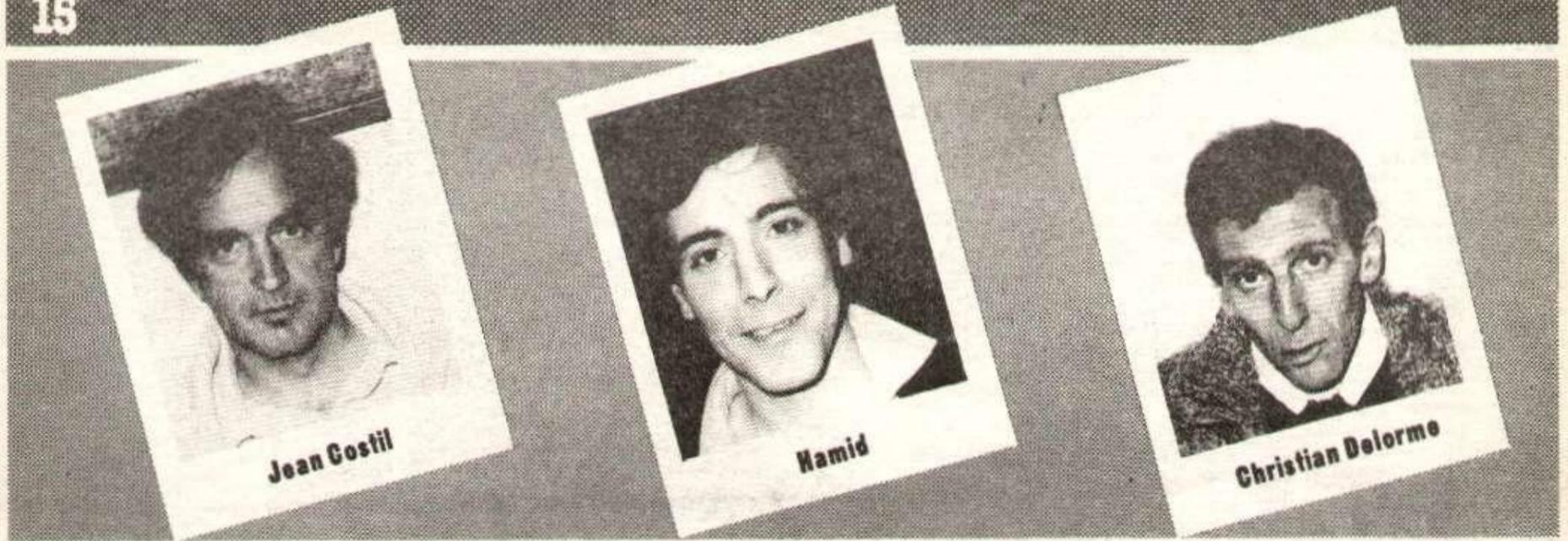
Pour ce qui est de la représentation internationale, nous pensons que le gouvernement légitime du Kampuchea démocratique doit conserver son siège à l'ONU, non pour des raisons partiales, mais parce qu'ainsi, ce sont légitimement les forces patriotiques qui représentent leur pays envahi par des forces d'occupation étrangères. Si un gouvernement d'Union nationale se forme, alors nous pensons que le siège devra être attribué à ce gouvernement qui sera le représentant légitime du peuple du Kampuchea auprès de la Communauté internationale.

A ce propos, nous estimons que l'union de toutes les forces patriotiques serait une chose extrêmement positive pour la résistance et pour le combat patriotique. C'est pourquoi nous la souhaitons ardemment et rapidement. La nouvelle politique stratégique du gouvernement du Kampuchea démocratique a été un pas. L'ouverture récente de négociations en est un autre. Nous considérons que tout cela est très positif...

● Quelle solution politique entrevoyez-vous pour sauvegarder ce pays en tant qu'Etat souverain et indépendant?

La seule façon à notre avis que le Cambodge redevenne indépendant, c'est que les Vietnamiens s'en aillent. Ensuite, il faudra que le peuple khmer choisisse lui-même, sans ingérences étrangères. C'est pourquoi il nous semble que la tenue d'élections libres sous contrôle de l'ONU tel qu'indiqué dans la résolution 34/22, est un solution juste et correcte.

En tout cas, ce n'est pas plus à nous, Français, pas plus qu'aux Vietnamiens, de choisir pour les Cambodgiens.



GREVE DE LA FAIM A LYON

POUR LES DROITS DES JEUNES IMMIGRES

Les locaux du Centre catholique universitaire, au centre de Lyon, sont devenus en quelques jours le lieu général d'une bataille de grande portée. 3 hommes, un prêtre, un pasteur et un jeune Algérien lancent un défi à l'Etat français, dans une période critique où l'on voit le racisme s'institutionnaliser. L'enjeu de ce combat, c'est le sort de milliers et de milliers de jeunes maghrébins, bafoués par le pouvoir d'Etat.

Ces trois hommes ne sont pas seuls, la presse a commencé à se faire écho de ce mouvement qui se développe, et les murs du Centre catholique sont remplis de télégrammes de toute la France, d'aide de toutes organisations, de partis, de déclarations de personnalités. Toutes ces manifestations écrites de soutien, montrent l'ampleur de la bataille, mais cela serait incomplet si on ne parlait pas de la présence de nom-

breux jeunes immigrés venus des quatre coins de Lyon et de sa grande banlieue. Les familles immigrées se retrouvent dans le combat engagé concrètement par les grévistes de la faim. La manière de se battre et le contenu sont clairement définis, les grévistes de la faim ne cherchent pas à s'attaquer à tous les problèmes de l'immigration.

Correspondant Lyon

Il faut une circulaire, au mieux un décret qui interdise l'expulsion des immigrés qui ont vécu plus de la moitié de leur vie en France.

Cet objectif peut et doit être atteint. D'un point de vue juridique, il ne remet pas en question l'arsenal de la loi Bonnet, il peut y être inséré. D'ailleurs la juridiction actuelle met les jeunes immigrés en situation perpétuelle de «hors la loi», ce qui n'est pas un hasard, mais le fruit d'une politique antipopulaire mûrement réfléchie.

Le refus éventuel d'un tel décret serait la confirmation évidente d'une politique délibérée anti-immigrés, antipopulaire. De ce point de vue, la période actuelle, préélectorale, est favorable aux grévistes, car la puissante mobilisation qui les soutient (en particulier dans les milieux confessionnels), constitue une pression non négligeable sur le futur président.

Par delà cette cible bien définie, susceptible de rallier le maximum de monde, les grévistes de la faim ont visé un objectif plus large, et qui leur tient à cœur, c'est de «permettre aux jeunes immigrés de prendre la parole, de témoigner de leurs conditions de vie, de dire les droits qu'ils revendiquent». Cet objectif-là commence à être atteint, mais ce n'est bien sûr qu'un petit début. La première tribune, c'est le Centre catholique où ils viennent spontanément exprimer leur espoir dans la lutte entamée. Mais les grévistes

ont bien l'intention de porter cette parole plus loin que cela, pour en amplifier l'écho, jusqu'aux instances internationales (Commission des droits de l'Homme à l'ONU, Parlement européen).

Le Collectif parisien de solidarité avec les jeunes immigrés et les grévistes de la faim de Lyon, a entamé un jeûne de solidarité le vendredi 17 avril à l'église St Merry près de Beaubourg. Une quinzaine de personnes ont jeûné pendant le week-end de Pâques. Le jeûne se poursuivra à partir de mercredi 22 avril dans un local de la «Boutique verte» qui se situe en face de l'église St Séverin dans le quartier latin. Une permanence est assurée toute la journée. Tout le monde est appelé à venir s'informer et s'inscrire pour le jeûne. Le Comité de soutien de Paris appelle à la journée nationale de jeûne, samedi 25 avril. Le rendez-vous est fixé samedi à 14h devant l'église St Séverin. L'action proprement dite n'a pas encore été déterminée. Ce sera soit un siting, une promenade des jeûneurs ou planter une tente sur le parvis de Beaubourg.

Jeudi 23 avril, à l'initiative des signataires du Manifeste des 51 contre l'apartheid, au nombre de 97 intellectuels à ce jour, une conférence de presse se tiendra à l'église St Séverin en présence de Christian Delorme, prêtre gréviste de la faim à Lyon.

Le témoignage d'Hamid gréviste de la faim

Ce projet, je l'ai appris par hasard, je ne connaissais pas Christian Delorme et Jean Costil. J'ai pris une décision assez rapidement. Ça m'a beaucoup touché de voir un pasteur et un prêtre faire cette grève. Après tout, ils pouvaient dire «Ça ne me concerne pas». J'ai estimé aussi qu'il fallait quelqu'un de chez nous, c'est-à-dire un Algérien ou un maghrébin qui fasse cette grève. Ça pourrait mobiliser plus de monde. Nos parents ne savent pas lire le journal, mais s'il y a un jeune qui a acheté le journal dans la journée et qui voit «grève de la faim, d'un prêtre, d'un pasteur, tiens d'un immigré», quand il rentre, il va vite appeler ses parents, il va les informer. On essaie d'élargir l'information le plus possible. De la politique, je n'en ai jamais fait, d'abord je n'en ai jamais eu l'occasion. Mais j'ai toujours défendu ce qui était logique et ce que disaient Christian et Jean, je trouvais que c'était logique. J'étais un peu solitaire, je ne me suis jamais mis dans un groupe, mais j'ai pris conscience. Il faut essayer de faire quelque chose pacifiquement, et je crois que c'est bien parti.

LA TRIPLE PUNITION

On demande que tous les maghrébins qui sont nés en France, qui ont passé plus de la moitié de leur vie en France, même s'ils ont fait une faute, — mais qui n'en a pas fait — ne soient pas expulsés. Parce que ce qui se passe, quand ils font une faute, ces jeunes, sont punis 3 fois. Une première fois par la prison, une deuxième fois par l'expulsion, l'exil, une troisième fois par la mère qui souffre ici et indirectement qui fait souffrir toute

la famille. La mère qui est ici, pense à son fils. Elle met la gamelle sur la table, elle pense à son fils qui est là-bas expulsé. Où est-il? Il n'a pas de famille. Que fait-il? Alors elle prend la cuiller, et pense, et repose la cuiller. Les enfants qui sont autour voient ce qui se passe. Ils posent aussi leur cuiller, chacun allant dans son coin. C'est plus qu'une triple punition. C'est toute une famille qui en souffre, en plus de la punition du jeune qui est parti. C'est injuste.

A DEUX DOIGTS DE L'EXPULSION

Il faut qu'on gagne. Des jeunes que je vois, algériens aussi bien que marocains que tunisiens, commencent à en avoir ras-le-bol. Ce sont des jeunes qui maintenant comprennent, qui savent lire le journal. Ils regardent la télévision, ils commencent à comprendre les choses. Il faudrait y arriver pacifiquement. Nous maintenant, nous avons joué notre carte, grève de la faim illimitée. Le gouvernement va jouer la sienne, s'il est prêt à aller jusqu'au bout, il en prendra la responsabilité. Les jeunes fondent beaucoup d'espoir sur ce que nous entreprenons, mais si ça n'aboutit pas, je sens qu'ils sont prêts à faire éclater.

Promène-toi dans la rue et tu verras que les petits Nord-africains n'ont peur de rien. Ils en ont ras-le-bol et sont prêts à faire éclater. Il ne faudrait pas qu'on en vienne là. Comme par exemple, ce qui s'est passé à Brixton.

Les jeunes immigrés défilent sans cesse ici. Il y a beaucoup de jeunes de Gerland qui sont venus parce que Christian Delorme y a travaillé longtemps. Il en connaissait beaucoup. En

suite, on l'a su partout.

TOUT COMMENCE A L'ÉCOLE

Je prends mon cas: lorsque l'instituteur me demandait d'acheter un compas, en rentrant chez moi je demandais: «Maman, tu ne peux pas me donner 30F pour acheter un compas?». La mère me disait: «Qu'est-ce que c'est un compas?». Je lui expliquais... «Écoute, je préfère mettre 30F dans un kilo de viande que pour ton compas». Alors j'allais dans un magasin, j'achetais Les pieds nickelés, je volais un compas. Ce n'était pas pour le revendre, c'était pour travailler. Ça commence sur cette base, puis petit à petit, ça monte et on en arrive à une petite délinquance. Quand j'avais 14 ans, on vivait dans un 2 pièces. On était 8 avec mes parents. Après l'école, ma mère faisait la cuisine avec nous dans ses jambes. Alors, elle nous disait: «Sortez et revenez tout à l'heure». On se retrouvait dehors, assis sur les trottoirs. On nous met toujours sur une voie de garage jusqu'au moment du travail. Quand on veut se faire embaucher, ils nous voient avec une peau basanée, avec des papiers de sursitaires, c'est terminé.

LE CERCLE VICIEUX

Beaucoup d'expulsés sont revenus. Sur 100, 85 reviennent, avec un peu plus de haine chaque fois. Pour vivre, il faut manger. Or si on ne leur donne pas de travail, c'est l'enchaînement de la délinquance, c'est le calibre, la banque, la tuerie. Ils n'ont pas le droit à la parole, dans une manifestation s'il y a une rafle, ils relâchent les Français, mais les maghrébins, on les garde.

Si on gagne ce qu'on entend, les jeunes auront le droit à la parole, ils pourront manifester, s'exprimer.

LA HAINE DE L'INJUSTICE

Un souvenir de mon enfance: j'habitais montée de la Grande côte à la Croix-rousse. Quand la police venait, elle mettait un fourgon en bas, un autre en haut, et elle lâchait les chiens. Après elle venait. Tous les travailleurs qui rentraient, je le voyais parce que j'étais assis sur le trottoir, devaient donner leur sac. Les flics vidaient tout. Tu connais la montée de la Grande côte. Et le travailleur courait après sa fourchette, sa gamelle, remettait tout dans le sac et ensuite, les flics lui disaient: «maintenant tu peux y aller». Ça me faisait mal. C'est dans la jeunesse que les choses marquent le plus. Je n'ai pas de haine contre les Français, j'ai la haine de l'injustice.

JE SUIS DÉTERMINÉ

Je ne veux plus subir ce que j'ai vécu, je me battrais jusqu'au bout. J'espère qu'on n'en arrivera pas aux extrémités parce qu'il y a beaucoup de gens qui sont là autour de nous, qui n'y sont pour rien et qui en pâtiront. Aujourd'hui, c'est le gouvernement qui a la responsabilité de ce qui peut arriver. Nous sommes 2 millions de jeunes immigrés, en face ils sont bien plus forts, mais il faut se dire une chose, comme le dit le proverbe chez nous: «On va au bout du monde». En face, ils seront peut-être plus, mais nous avons une cause juste, donc obligatoirement on sera deux fois plus nombreux qu'eux.





Où en est la jeunesse chinoise ?



■ Cette jeunesse que tu mets en scène et qui se reconnaît dans tes romans, quelles sont d'après toi ses principales préoccupations à l'heure actuelle, ses doutes, ses espoirs ?

C'est une question bien vaste et tous les jeunes ne se ressemblent pas. On peut dire néanmoins que, chacun à sa manière, la plupart réfléchissent en ce moment à la signification de son existence, au sens à donner à sa propre vie. Aujourd'hui, je crois que la caractéristique principale de la jeunesse chinoise est son mécontentement, mécontentement qui porte sur toutes sortes de problèmes auxquels elle doit faire face. Insatisfaite de sa vie matérielle et spirituelle, elle cherche les moyens de l'améliorer. Beaucoup, devant l'ampleur des problèmes, perdent confiance dans la possibilité de transformer la société, de corriger les inégalités. Nombreux sont ceux qui attendent de longues années leur premier travail. Cette situation les place dans une position inégale par rapport aux autres membres de la société, les affaiblit socialement et économiquement par rapport au reste de la société. J'ai entendu des jeunes dire : « Vivant, je ne suis qu'une main-d'œuvre de plus; mort, je serais une bouche de moins à nourrir pour la société ». Mais tous les jeunes ne passent pas leur temps à réfléchir sur ces questions ou sur le sens de leur vie. Il en est qui préfèrent passer leur temps à trouver une petite amie ou un compagnon. Ceux-là sont également mécontents de certains phénomènes anormaux qui persistent ou qui sont apparus dans la société. Mais ne se sentant ni le courage ni la force d'infléchir le cours des choses, ils se réfugient dans la facilité et les activités futiles.

■ Les jeunes chinois se sentent-ils aujourd'hui concernés par les événements du pays, les nouvelles orientations politiques, l'édification du socialisme et la modernisation de l'économie ? Comment y participent-ils ?

Il y a à mon avis trois sortes de jeunes à l'heure actuelle. Une partie s'engage dans la facilité et ne se préoccupe que de ses loisirs. Ce n'est pas qu'ils ne se sentent pas concernés, mais il leur manque la volonté ou l'envie de participer à l'édification du pays dans tous les domaines.

Née sous le socialisme, adolescente à l'époque des grands troubles de la révolution culturelle, la jeunesse chinoise des années 80 porte en elle l'avenir de la révolution dans ce pays. Où en est-elle ?

Ses difficultés, ses doutes, ses aspirations nouvelles ont souvent fait les délices de ceux qui, chez nous, font profession de dénigrer et combattre le socialisme. Mais que valent leurs spéculations pleines d'arrière-pensées ?

Un de nos lecteurs qui travaille actuellement en Chine s'est entretenu longuement avec Wang Yaping, un des représentants de cette nouvelle génération. Nous publions ici l'essentiel de leur entretien.

Wang Yaping est un de ces jeunes auteurs qui se sont révélés depuis 1978 à la faveur d'une nouvelle ouverture dans le domaine littéraire si longtemps étouffé. Agé de 24 ans, c'est le plus jeune membre de l'Association des écrivains chinois. Malgré son âge, Wang Yaping a déjà de nombreuses œuvres à son actif. C'est sa nouvelle « *La mission sacrée* » (cf. Littérature chinoise N° 6/1979) qui l'a révélé au public chinois. Elle remporta le prix de la meilleure nouvelle chinoise de l'année 1978. En 1979, cette nouvelle emporta le prix de la meilleure adaptation cinématographique. Récemment, son roman « *Le commissaire* » est passé en feuilleton à la radio nationale. Le scénario « *Le sang noir* » vient d'être publié dans la revue littéraire *Zhongshan*. Un autre scénario, « *Le rêve de Dingxiang* » qui reflète la vie du peuple taïwanais, va bientôt être porté sur les écrans. L'œuvre de Wang Yaping totalise déjà 500 000 caractères publiés. Certaines de ses œuvres ont été traduites en français, anglais, japonais, allemand et russe. Son dernier roman, « *La menace du cancer* », va bientôt sortir aux Editions populaires. Tout en continuant à écrire, Wang Yaping poursuit des études supérieures en langue et littérature étrangères.

ENTRETIEN AVEC UN ECRIVAIN DE LA JEUNE GENERATION

Une autre partie travaille d'arrache-pied; studieux dans les études, consciencieux dans le travail, ceux-là ont confiance en eux-mêmes et en leur pays. Ils élaborent des projets, cherchent à transformer leur avenir. Enfin, une partie s'engage dans la voie de la délinquance, mais il ne s'agit que d'une petite minorité.

■ Y a-t-il une grande différence entre les jeunes citadins et les jeunes de la campagne ? Sont-ils confrontés aux mêmes problèmes, réagissent-ils de la même manière ?

Il y a une dizaine d'années, on pouvait diviser les jeunes en ruraux et en citadins. Aujourd'hui, on a plutôt tendance à les diviser en deux catégories, quelles que soient leur origine, rurale ou urbaine, car les uns et les autres sont confrontés aux mêmes problèmes et y puisent les mêmes sources de mécontentement. Ces deux catégories, ce sont, d'une part, les jeunes qui, tôt mariés et tôt rentrés dans la vie active, n'ont guère le temps ni le goût de lire, d'écrire ou tout simplement de réfléchir à des questions d'ordre philosophique ou éthique; d'autre part, ceux qui, favorisés par des études secondaires ou uni-

versitaires, ont les moyens matériels et spirituels d'y réfléchir.

■ En tant qu'écrivain, que penses-tu pouvoir apporter à tes lecteurs ? Un réconfort, des solutions à leurs problèmes ?

Contrairement à certains écrivains, je me refuse à jouer le rôle d'un professeur ou d'un moraliste du peuple. D'abord, je me sens incapable d'apporter des solutions toutes faites, et puis, j'estime que les gens n'ont pas besoin qu'on leur dise à travers la littérature de faire ceci ou cela. Je veux que les jeunes sachent que, si je suis écrivain, je suis aussi un jeune comme un autre, confronté aux mêmes problèmes, aux mêmes interrogations. Ma place est parmi eux. Plus que des solutions, c'est la manière de trouver ces solutions qui me préoccupe dans mes romans. Je voudrais faire en sorte que ce que j'écris encourage les jeunes à chercher leurs propres solutions aux problèmes qu'ils rencontrent. On se sent souvent impuissant à changer l'ordre des choses, à remonter le courant. Mais on ne peut pas pour autant s'enfermer dans le pessimisme et le désespoir, il faut avoir confiance, en soi et dans l'avenir. Pour changer une toute petite chose, il

faut généralement donner beaucoup de soi-même, consacrer beaucoup de forces. Mais il faut avoir confiance dans la capacité du pays à changer, à améliorer ce qui ne va pas. La Chine appartient à notre génération et j'essaie de redonner confiance à ceux qui l'ont perdue ou qui s'enferment dans le négativisme. On vit aussi et surtout pour améliorer sa vie et celle des autres, pour que la vie devienne de plus en plus belle.

■ En tant que jeune chinois de 25 ans, comment vois-tu les choses évoluer ? Quels sont d'après toi les problèmes prioritaires à résoudre dans la jeunesse ?

A mon avis, le problème prioritaire, c'est le conservatisme. Il est très difficile de faire changer les choses. Changer ce point de vue conservateur qui prédomine dans la société permettra de changer tout le reste... Dans la période actuelle, il faut renverser l'optimisme béat et subjectif tout autant que le négativisme inconditionnel. La Chine a besoin de temps pour changer. Une nouvelle ère doit s'ouvrir sur le plan spirituel, intellectuel, qui permette d'envisager les choses avec une grande largesse d'esprit.

La Chine a connu son apogée sous la société féodale, mais le monde a changé, et la Chine s'est sclérosée. Le point de vue conservateur/féodal domine encore largement les esprits, malgré les changements réels intervenus dans la société. Cette mentalité conservatrice et féodale est indépendante du système socialiste. L'économie a changé, mais le reste n'a pas suivi. Beaucoup en Chine et à l'étranger ont cru que le système socialiste avait tout renoué. Mais aujourd'hui, si le système est socialiste, la pensée, elle, reste féodale, la démarche spirituelle est sensiblement la même chez les gens que celle qui existe depuis des siècles. S'il est une chose qui soit longue à changer, c'est bien la mentalité !

■ Comment s'inscrivent tes romans dans cette lutte contre les mentalités conservatrices ?

Il existe en Chine des forces qui aspirent au changement. Beaucoup de gens veulent changer radicalement ces points de vue féodaux, faire en sorte qu'ils ne soient plus dominants mais deviennent peu à peu minoritaires, puis disparaissent. C'est ce que j'essaie de montrer dans mes romans en mettant en valeur ces forces de changement, cette génération de demain.

■ Pourtant, beaucoup de nouvelles publiées récemment insistent plutôt sur les côtés négatifs...

En ce qui me concerne, j'ai essayé de décrire les deux aspects, sans négliger l'un par rapport à l'autre. Certaines revues m'ont demandé de choisir parmi des manuscrits des textes à publier. Il m'est arrivé d'en choisir de très négatifs, mais bons sur le plan littéraire. Certaines nouvelles, beaucoup plus négatives encore que ce tu as pu lire, n'ont pas été publiées. Mais le problème est complexe et, bien sûr, certains en Chine ou à l'étranger ne manquent pas de s'appuyer sur ces aspects négatifs dénoncés dans la littérature pour attaquer le socialisme. Ainsi, à Taïwan, ma nouvelle « *La Mission sacrée* » a été publiée en feuilleton et des critiques littéraires taïwanais s'en sont servis pour présenter une image déformée de la Chine. Mais faut-il pour autant passer sous silence ce contre quoi on lutte, ce qu'on veut justement faire changer ?